



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable
et de l'Énergie



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



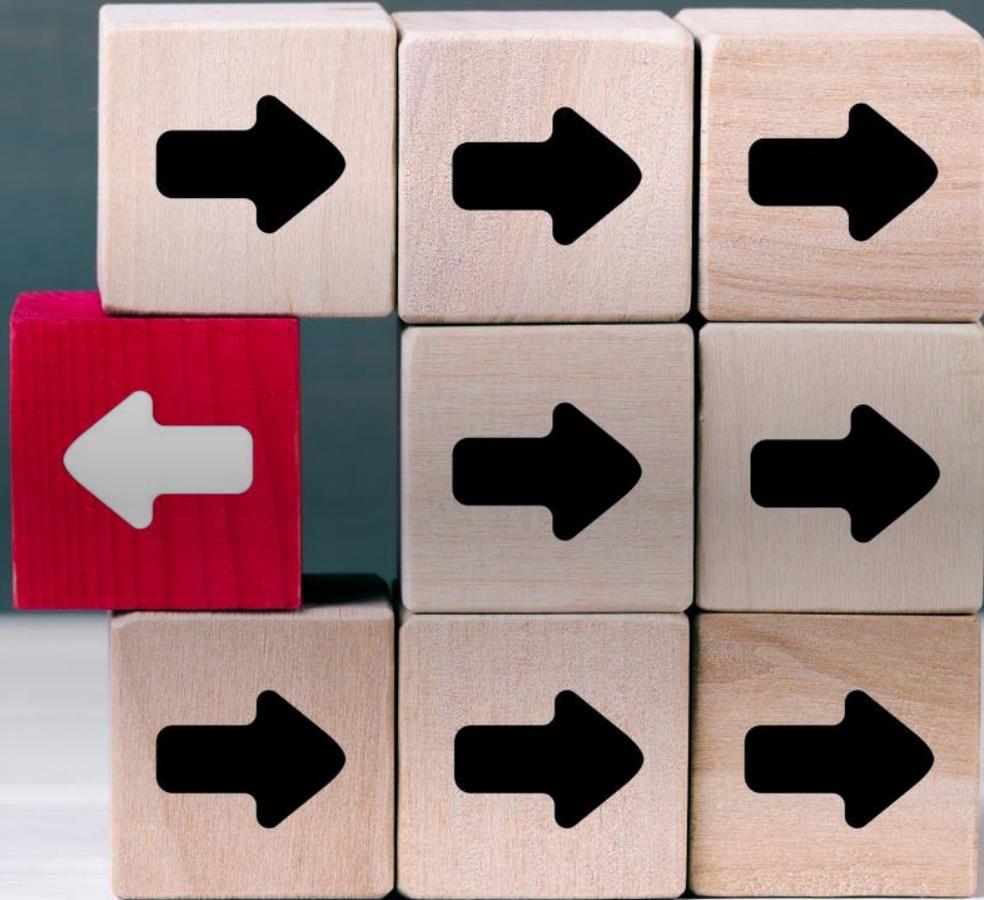
CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale: l'opinion des Français en 2023

ADEME – Agence de la transition écologique
Auteur(s): Jörg Müller, Charlotte Millot (CREDOC)
Date: mai 2023

Méthodologie et objectifs de l'étude



L'enquête Conditions de vie et aspirations – plus de 40 ans d'historique

- **Une enquête réalisée en ligne auprès de 3 000 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant sur tout le territoire français (France métropolitaine, Corse et DROM)**
 - 3 000 personnes interrogées à chaque vague
 - 3 vagues par an (janvier, juin, octobre)
 - Avant 2015, l'enquête était menée en face-à-face sur un échantillon de 2000 personnes et sur un champ plus restreint : les individus de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine, hors Corse
- **Vague de début 2023**
 - 3051 personnes interrogées
 - Terrain du 13 au 26 janvier 2023
- **La représentativité de l'échantillon est basée sur la méthode des quotas**
 - ZEAT, taille d'agglomération, âge, sexe, âge x diplôme, catégorie socio-professionnelle et type d'habitat
 - Les quotas sont suivis au fur et à mesure de l'avancée du terrain et l'échantillon est redressé a posteriori
- **Des questions propres à chaque client et d'autres mutualisées**
 - Une vingtaine de critères **sociodémographiques**
 - De très nombreuses questions sur les **modes de vie et les opinions** de la population, portant sur la santé, les inquiétudes, les préoccupations, la famille, l'environnement, les loisirs, les pratiques culturelles, le moral économique, l'opinion sur le fonctionnement de la société, les politiques sociales, etc.

Objectifs de l'étude

- Ce document présente les résultats de l'enquête menée par l'ADEME dans le cadre du dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC.
- Les résultats sont présentés sous forme de tris à plat et quand la profondeur historique le permet, dans une perspective longitudinale parfois d'une trentaine d'années. Ces analyses sont complétées par des croisements socio-démographiques, mises en perspectives etc.
- Plusieurs thématiques sont abordées :
 - Quel impact de la crise économique actuelle sur la sensibilité environnementale et les préoccupations pour l'environnement ?
 - Quelle évolution de l'adhésion à la mise en place d'une fiscalité environnementale, et sous quelles conditions ? Quelles opinions et aspirations en matière de fiscalité en général ?
 - Quel arbitrage entre règles collectives pour protéger l'environnement et libertés individuelles ?
 - Quelles aspirations pour notre modèle de société ?

Table des matières

1/ Un contexte social marqué par l'inflation et ses conséquences sur le pouvoir d'achat	p.1
2/ La hausse inédite des prix de l'énergie pousse les Français à s'adapter	p. 2
3/ Malgré les difficultés financières, les préoccupations pour l'environnement restent prégnantes	p.3
4/ Un recul du consentement à l'impôt en général, qui affaiblit l'adhésion à la fiscalité environnementale	p.4
5/ Le souhait majoritaire d'une société plus participative et qui limite davantage les atteintes à l'environnement	p.5



Synthèse des principaux résultats



Le regard sur l'environnement et les actions à mener

- ❖ Dans un contexte de très forte hausse des prix à la consommation, particulièrement marquée sur les prix de l'énergie, **les préoccupations pour l'environnement demeurent fortes** et les enjeux qui en découlent restent installés durablement dans l'opinion publique. Les préoccupations quant à la dégradation de l'environnement se placent en deuxième position des préoccupations les plus importantes avec 30% (+3 points par rapport à 2022), juste après la violence et l'insécurité. Plus spécifiquement, les inquiétudes sont particulièrement prononcées à l'égard de la thématique du changement climatique.
- ❖ **Les attentes envers les pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement restent très élevées.** 82% (-2 points) des Français soutiennent l'idée que la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la lutte contre la pandémie de la Covid-19 et 71% souhaiteraient que la société soutienne exclusivement les activités économiques vertueuses pour l'environnement.
- ❖ **Les Français soutiennent majoritairement l'encadrement des comportements individuels** : 67% souhaitent que les choix de consommation nocifs pour l'environnement soient limités, quitte à brider les choix individuels et 62% préconisent un encadrement des incitations à la consommation afin de maîtriser l'impact des modes de vie sur l'environnement. Mais seuls 11% défendent des mesures réglementaires comme l'obligation d'isoler son logement, l'interdiction de circuler pour les véhicules les plus polluants etc.

Fiscalité environnementale et taxe carbone

- ❖ Dans le contexte d'inflation et de hausse des prix **le consentement à l'impôt en général s'effrite**. 78% des Français estiment être perdants de la redistribution socio-fiscale (+4 points par rapport à 2021) et 53% ne souhaitent pas payer plus d'impôts quelles qu'en soient les raisons (+3 points par rapport à 2022).
- ❖ Parallèlement, l'idée qu'**une plus grande contribution des hauts revenus rendrait la fiscalité plus juste** gagne du terrain (37%, +7 points par rapport à 2022), tandis que la proportion des partisans de l'élargissement à l'ensemble de la population de l'impôt sur le revenu s'amenuise (22%, -3 points).
- ❖ Dans ce contexte général de recul du consentement à l'impôt, l'adhésion à la fiscalité environnementale s'affaiblit. **Seuls 19% (-5 points par rapport à 2023) de nos concitoyens adhèrent à l'idée d'une taxe environnementale**. Il s'agit du taux le plus bas depuis la création de cet indicateur en 1994.
- ❖ Parallèlement, **le soutien à une taxe carbone s'érode également**. En ce début 2023, 13% de nos concitoyens (-5 points) se prononcent en faveur d'un tel dispositif. **Néanmoins, 56% de la population consentirait à la mise en place d'une telle taxe, sous certaines conditions**. Mais même avec ces conditions (affectation à l'environnement, compensation d'autres impôts) la proportion réticente à toute taxe carbone progresse (43%, +2 points par rapport à 2022)

1

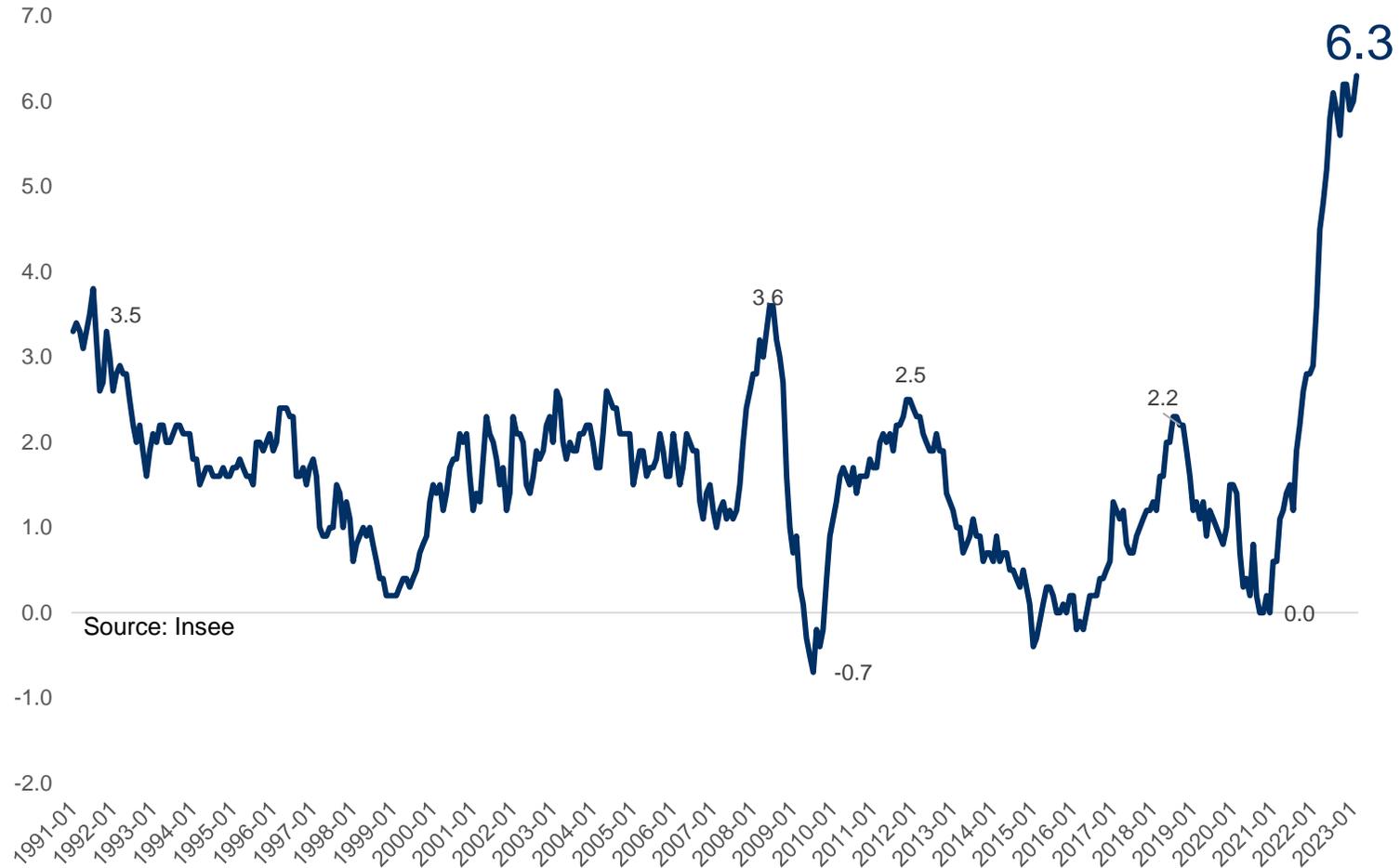
**Un contexte social
marqué par
l'inflation et ses
conséquences sur
le pouvoir d'achat**



Crédits : Unplash.

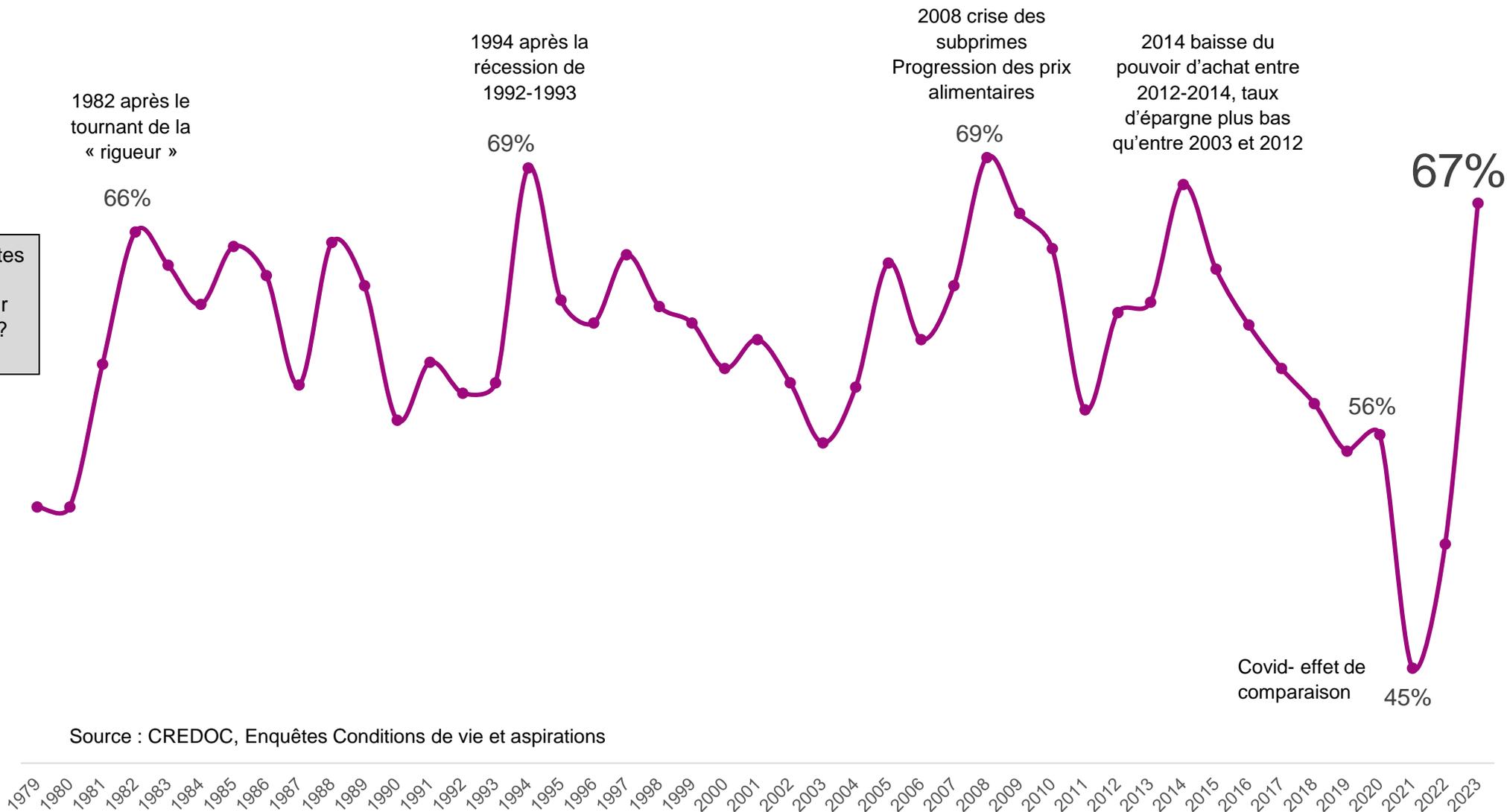
L'inflation à un niveau jamais atteint depuis trente ans

Indice des prix à la consommation -
Base 2015 - Glissement annuel -
Ensemble des ménages
- France -
Ensemble des catégories de produits
et services (1991- 2023 février)



Avec pour conséquence le sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur son budget au plus haut

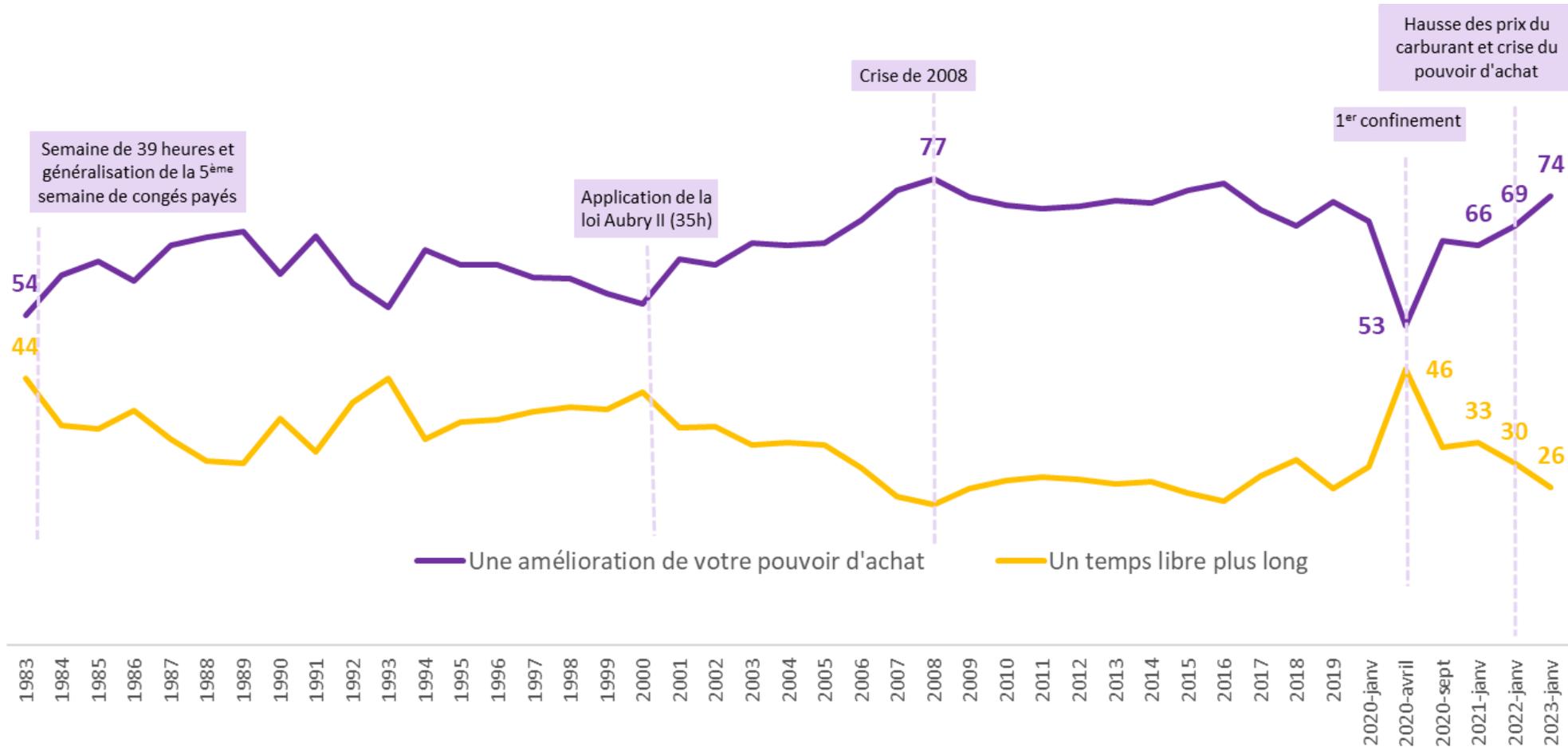
Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?
 Proportion des réponses – oui -



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Entre temps libre et pouvoir d'achat, les Français optent à 74% pour le pouvoir d'achat, un taux qui progresse de 8 points en 2 ans

Quelle est votre préférence entre ... ? Si vous étiez actuellement en emploi, quelle serait votre préférence entre... (en %)



Le souhait de voir son pouvoir d'achat augmenter approche de son niveau record, observé en 2008 au début de la crise des subprimes.

2

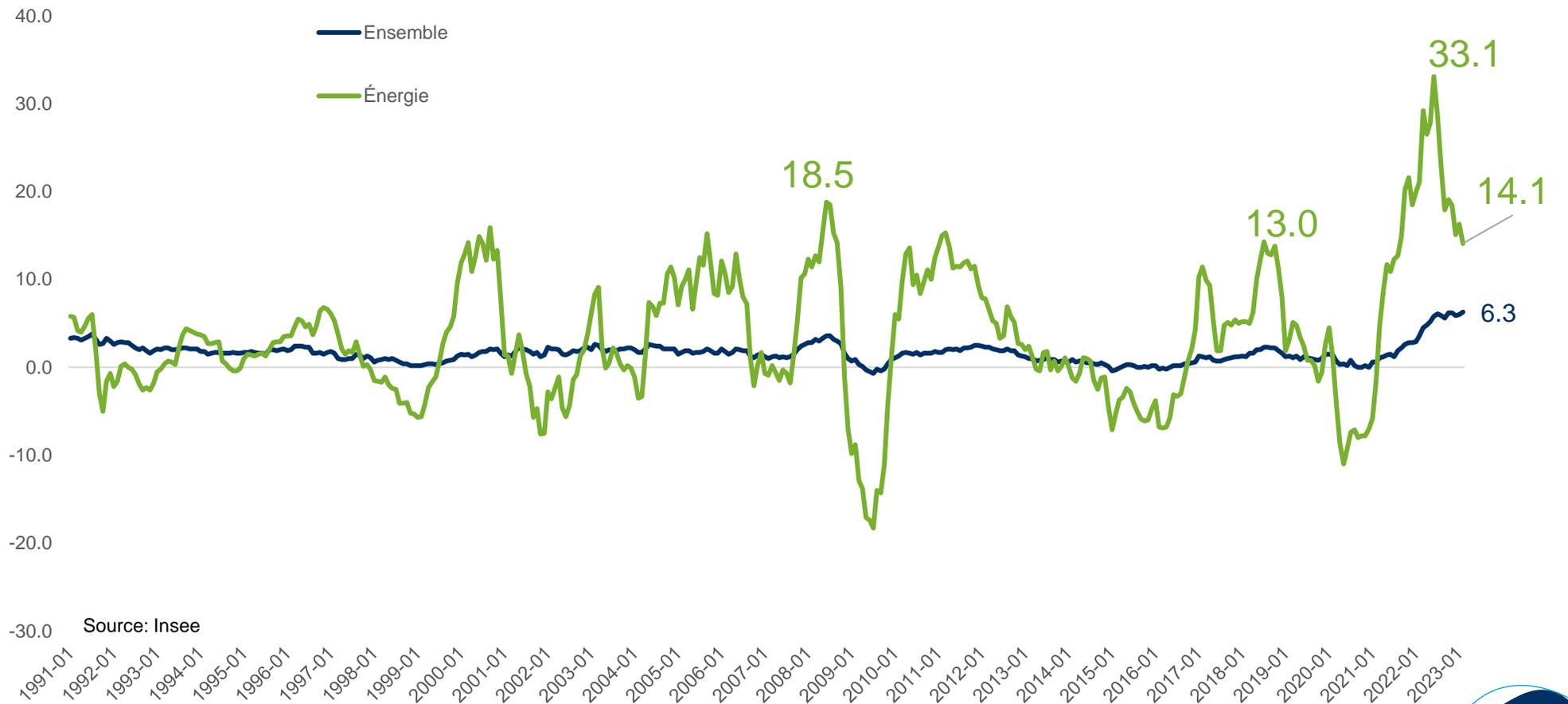
**La hausse inédite
des prix de
l'énergie pousse
les Français à
s'adapter**



Crédits : Unplash.

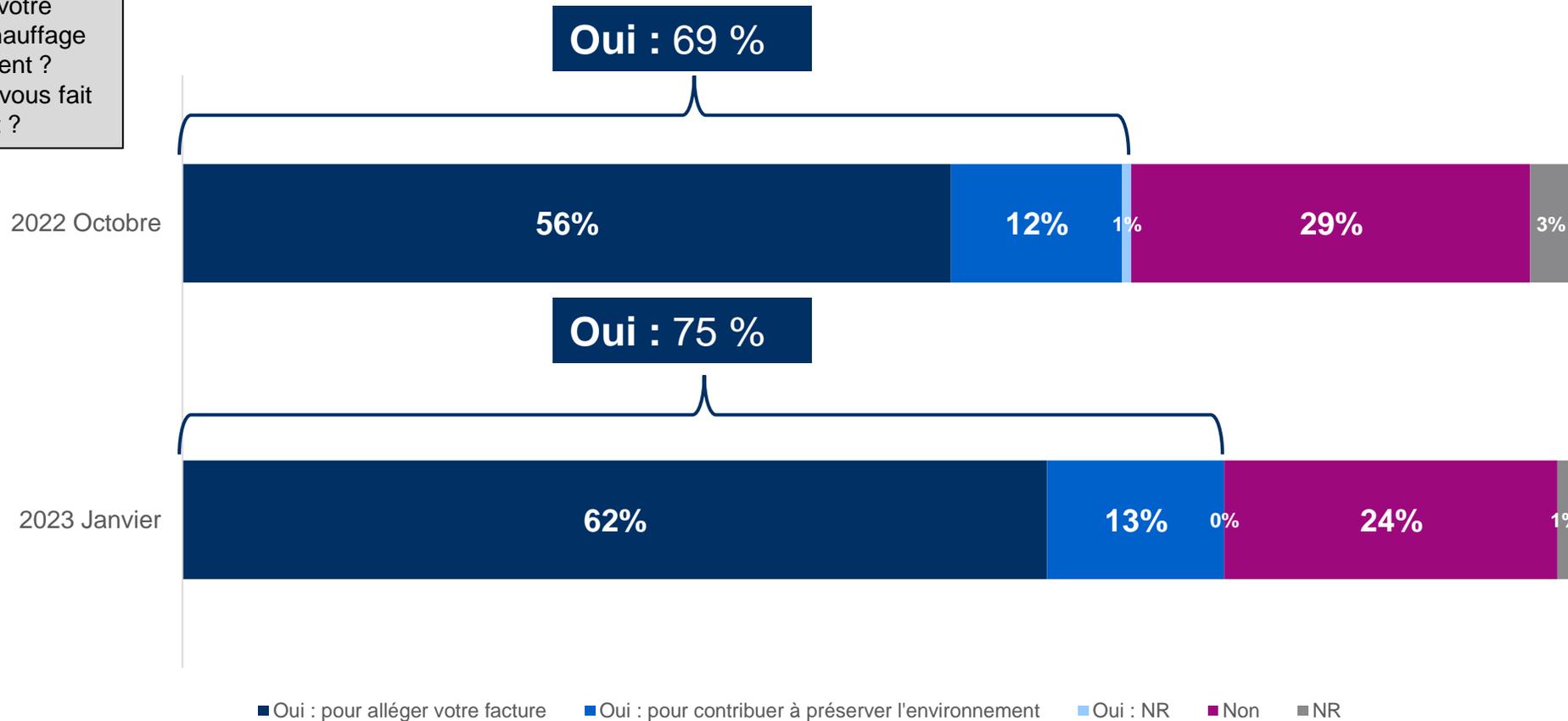
Une hausse record des prix de l'énergie qui culmine en juin 2022

Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Glissement annuel
Ensemble des ménages - France
Énergie (1991- 2023 février)



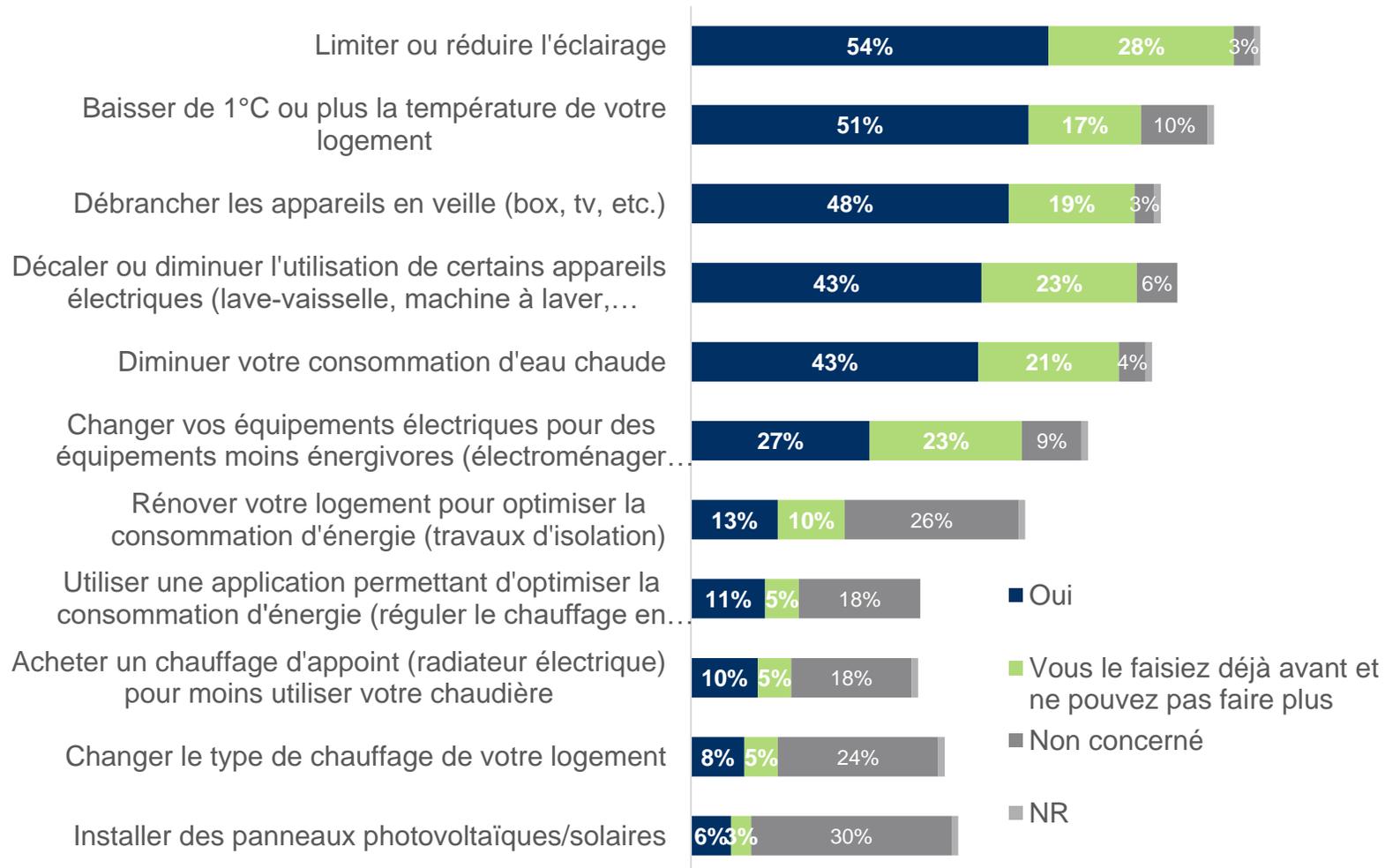
Les trois quarts des Français ont cherché à limiter leur consommation de chauffage en 2022

Au cours des douze derniers mois, avez-vous volontairement cherché à limiter votre consommation de chauffage dans votre logement ? Dans quel but l'avez-vous fait principalement ?



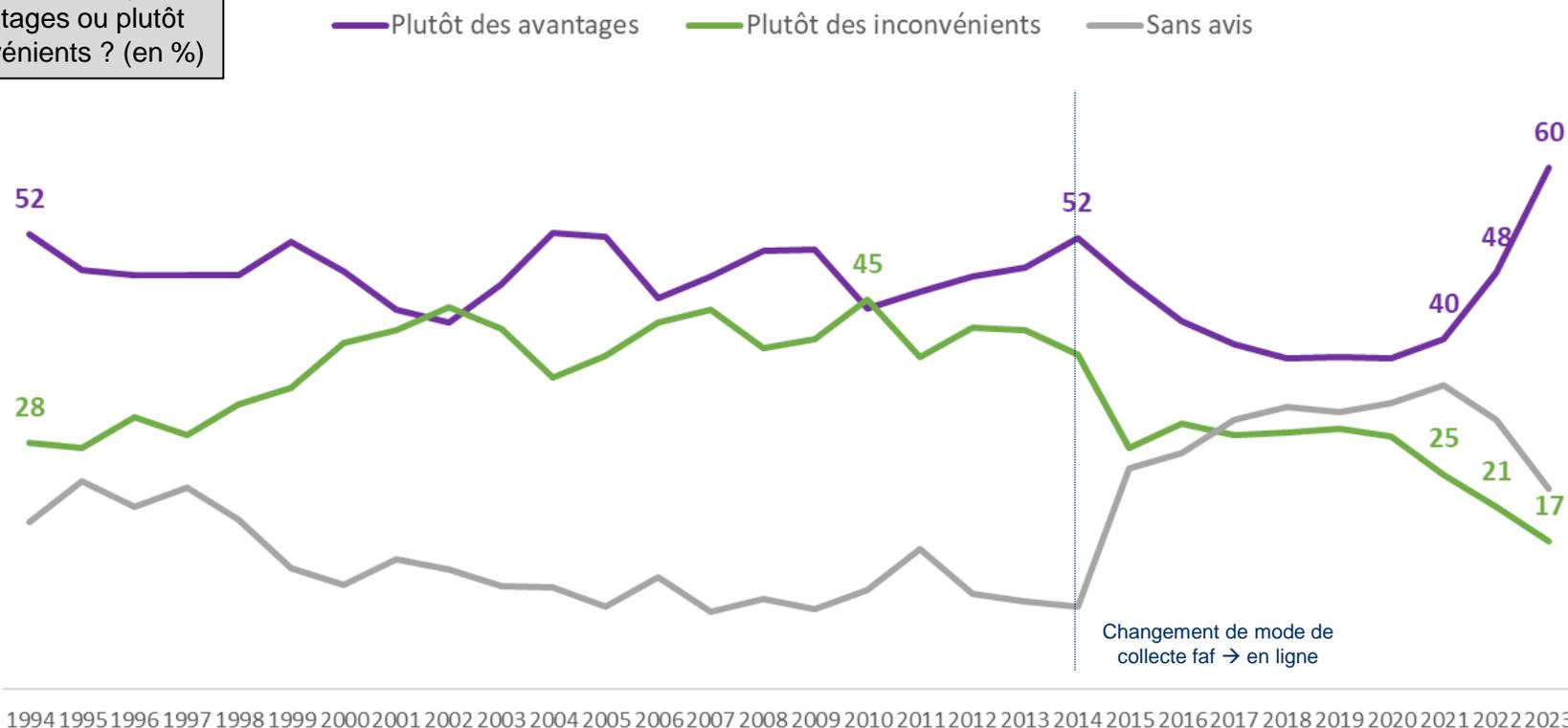
Une attention de tous les instants pour réduire sa consommation d'énergie

Face à l'augmentation du prix de l'énergie et aux risques de coupure, avez-vous fait l'une des choses suivantes au cours des 6 derniers mois ?



Dans ce contexte de crise de l'énergie, l'image du nucléaire n'a jamais été aussi positive

Le choix du nucléaire pour produire l'électricité en France présente-t-il plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ? (en %)



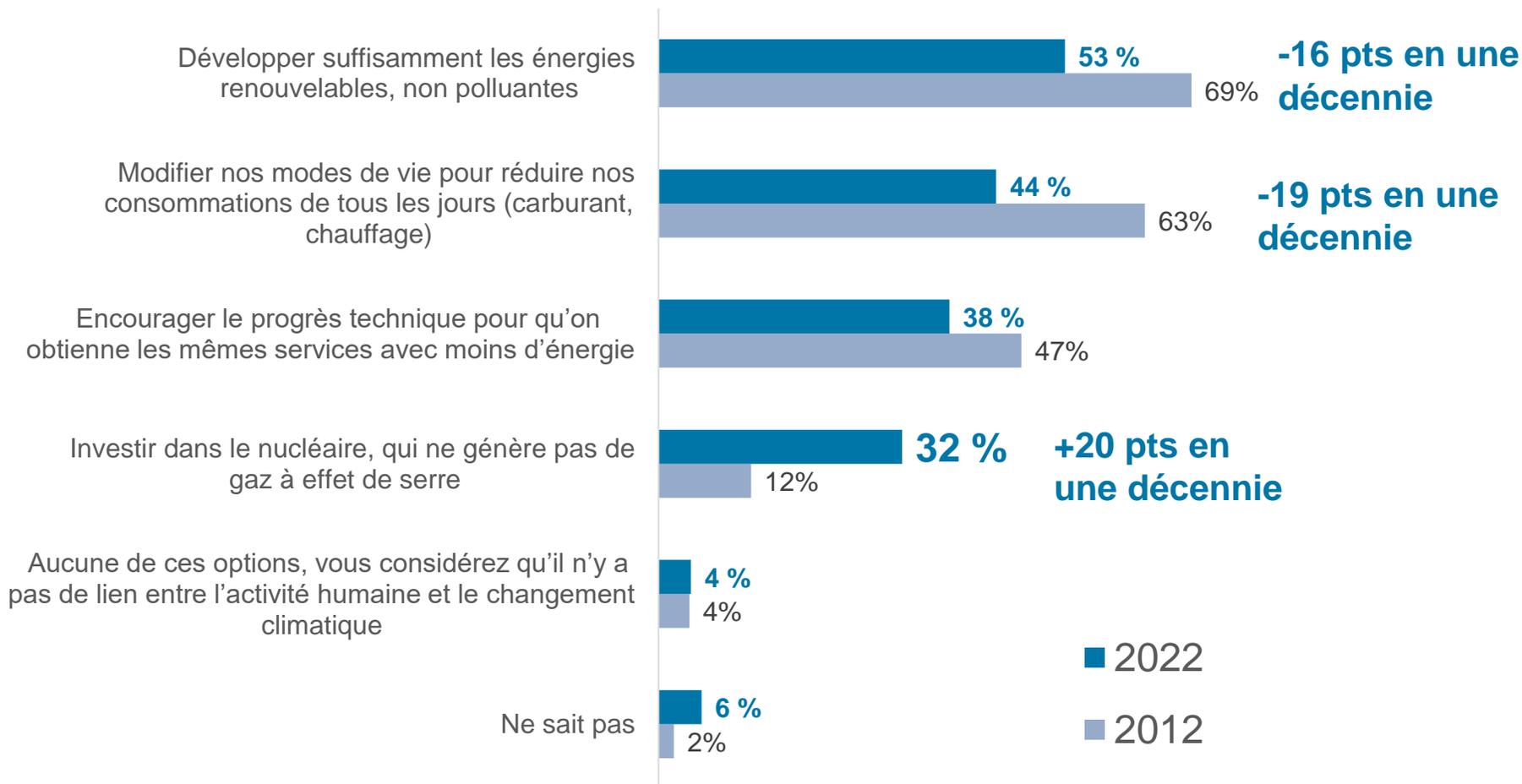
Début 2023, 60% des Français considèrent que l'énergie nucléaire représente plutôt des avantages, soit +12 points par rapport à 2022 et +20 points par rapport à 2021. Le soutien à l'énergie nucléaire est au plus haut niveau jamais enregistré depuis 1994, lorsque cet indicateur fut introduit dans l'enquête.

La part des Français chauffés à l'électricité a fortement augmenté au cours des 20 dernières années et atteint 41% début 2023.

1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023

Le soutien au nucléaire, avec l'espoir de limiter les changements des modes de vie face au changement climatique

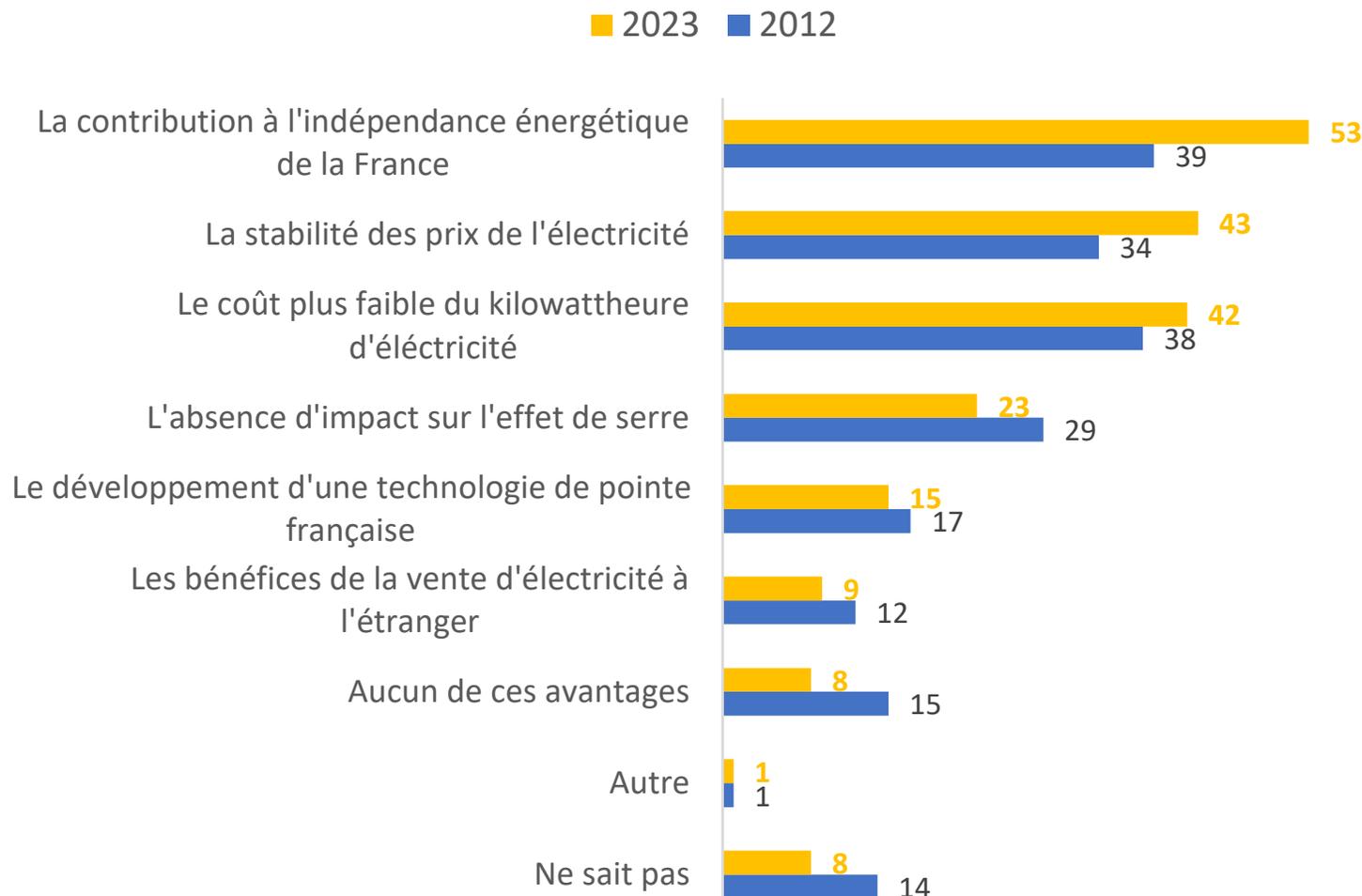
Face au changement climatique, quelle option doit être privilégiée ? (En premier, en second)



Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'indépendance énergétique du pays est vue comme le principal avantage d'un mix dominé par le nucléaire

En France, le choix a été fait de privilégier le nucléaire pour produire l'électricité. Parmi les avantages suivants du recours à l'électricité d'origine nucléaire, quels sont les deux qui, selon vous, sont les plus importants ?

Cumul des deux réponses (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Le soutien des Français à l'énergie nucléaire se renforce (« Développer le parc nucléaire grâce à une nouvelle génération de réacteurs nucléaires », +13 pts par rapport à 2021), nourri par

- une **image de filière offrant performance (43%, + 6 pts)**
- **et indépendance (32%, + 8 pts).**

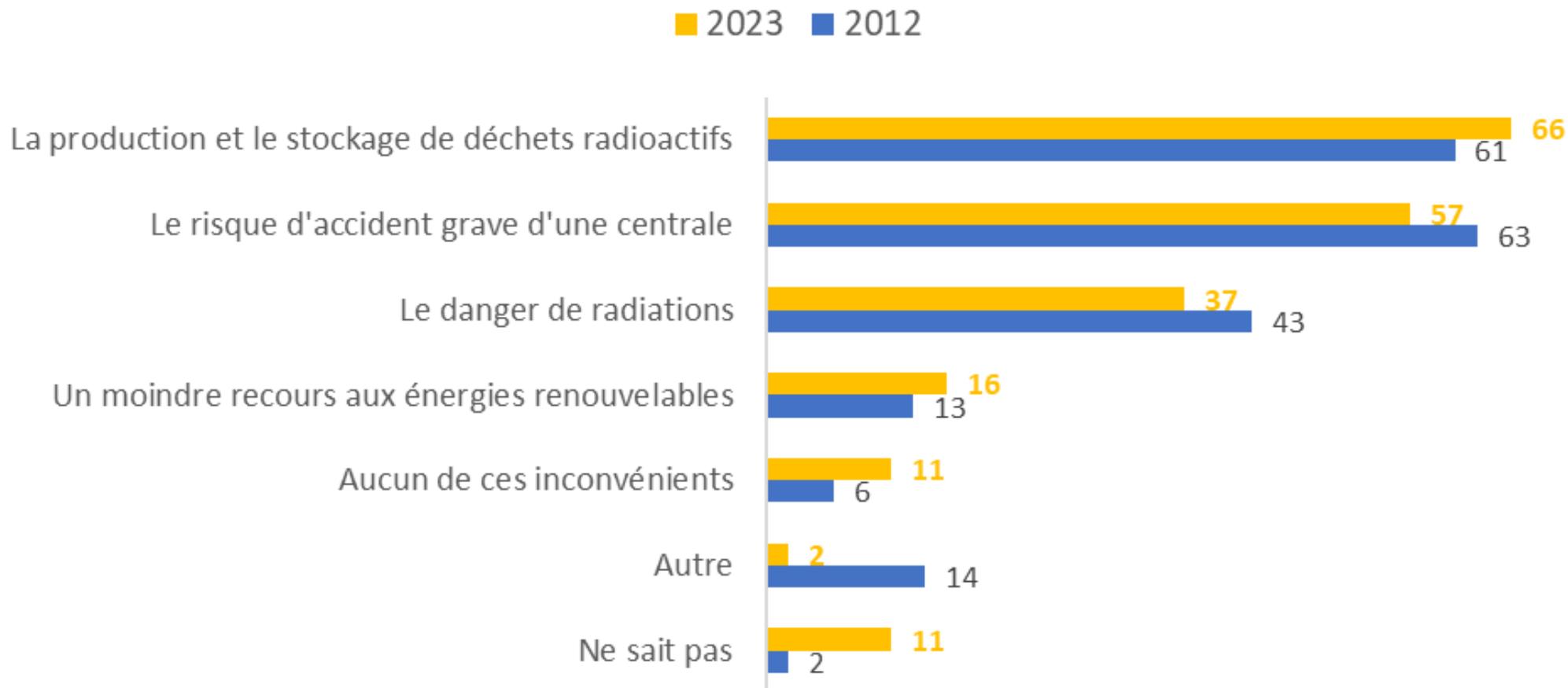
Une majorité se positionne encore pour une réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique français, mais elle est en baisse (53%, -7 pts).

Source : Ademe, 9^{ème} vague de son **baromètre d'opinion sur la qualité de l'air et l'énergie 2022**. Ce sondage a été réalisé auprès d'un échantillon de plus de 1000 personnes, représentatif de la population française de plus de 18 ans, via un questionnaire en ligne entre le 13 et le 22 septembre 2022. <https://presse.ademe.fr/2022/12/barometre-dopinion-attitudes-des-francais-a-legard-de-la-qualite-de-lair-et-de-lenergie.html>

... et la question du stockage des déchets radioactifs devient la première inquiétude des Français, devant le risque d'accident grave

En France, le choix a été fait de privilégier le nucléaire pour produire l'électricité.
Parmi les inconvenients suivants du recours à l'électricité d'origine nucléaire, quels sont les deux qui, selon vous, sont les plus importants ?

Cumul des deux réponses (en %)



3

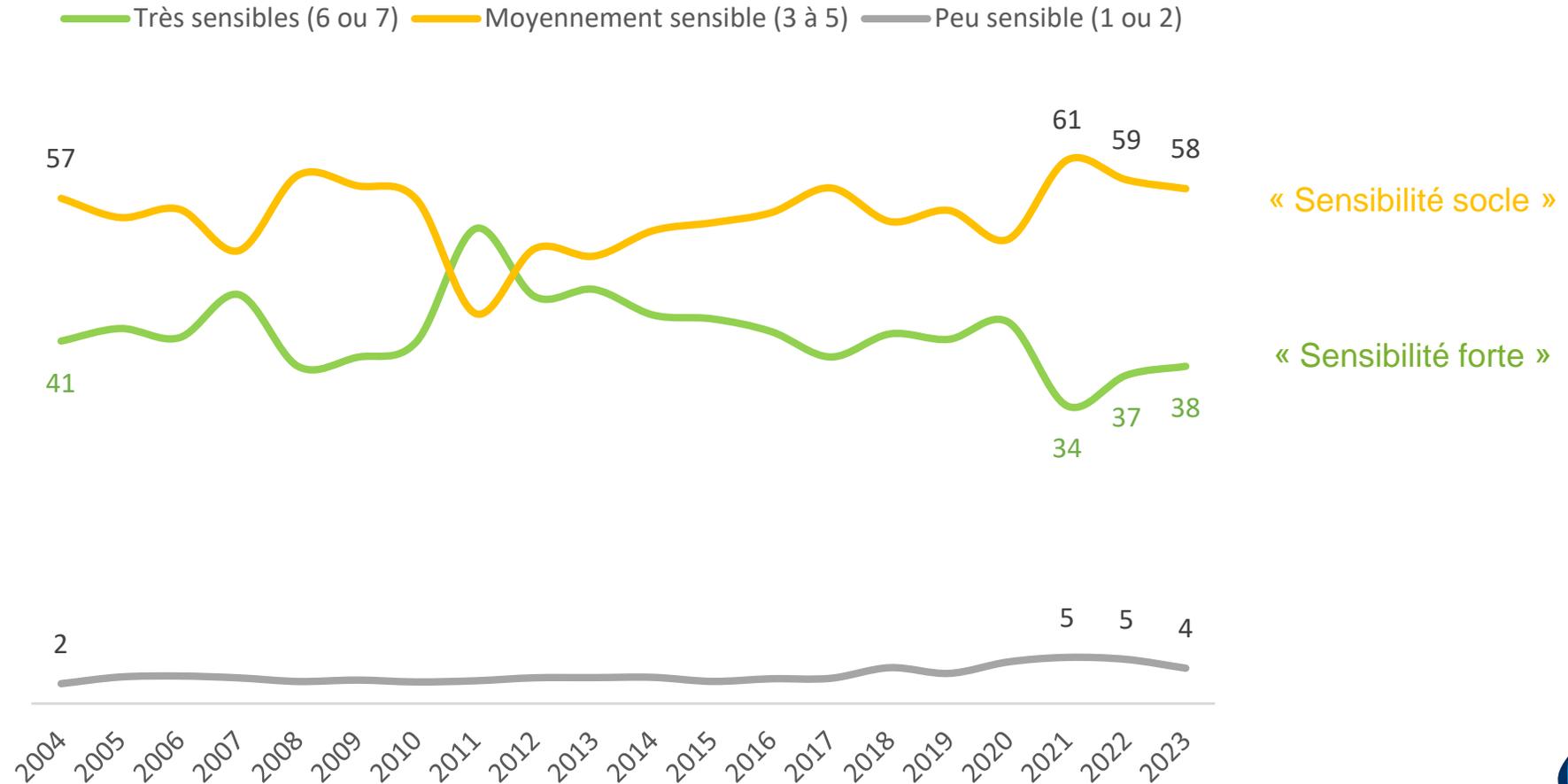
Malgré les difficultés financières, les préoccupations pour l'environnement restent prégnantes



Crédits : Unplash.

Depuis 2021, une progression régulière du taux de personnes se sentant fortement sensibles à l'environnement

Proportion de personnes se déclarant sensibles à l'environnement ?
Regroupement des positions (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

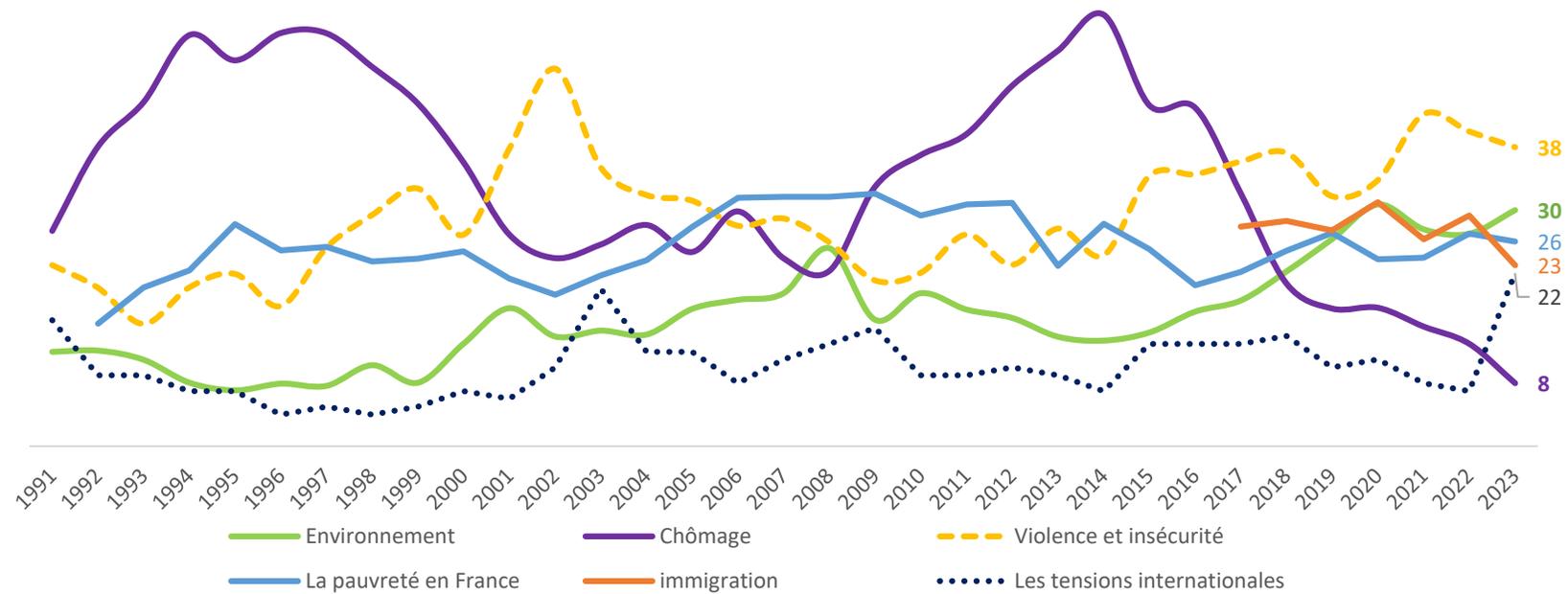
Lecture : En 2023, 58% des Français se disent « assez sensibles » (notes 3 à 5/7) à l'environnement, contre 59% en 2022.

Les préoccupations environnementales retrouvent leur niveau historique de début 2020

Parmi les thèmes suivants, quels sont [les deux] qui vous préoccupent le plus ?
Cumul des deux réponses (en %)

Dans un contexte socio-économique difficile, la dégradation de l'environnement gagne du terrain. Elle reste en 2^{ème} position parmi les préoccupations des Français, devant la pauvreté en France. Seules la violence et l'insécurité occupent une place plus grande.

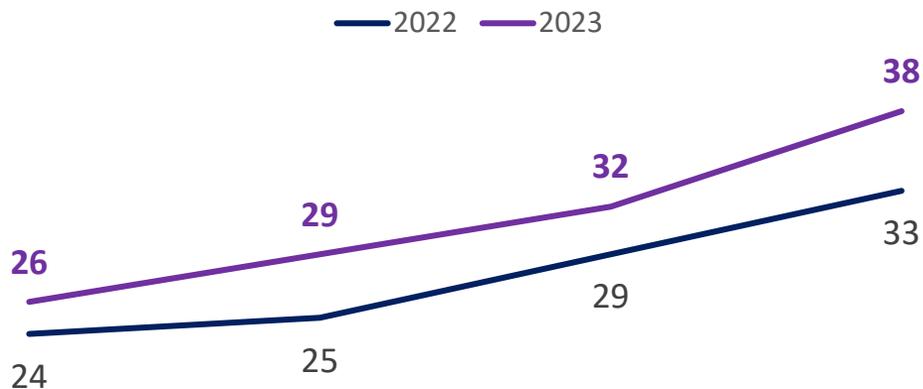
	2021	2022	2023	Evolution
La violence et l'insécurité	42	40	38	-2
La dégradation de l'environnement	28	27	30	3
La pauvreté en France	24	27	26	-1
L'immigration	26	29	23	-6
Les tensions internationales	8	7	22	15
Les maladies graves	17	20	20	0
La pauvreté dans le monde	14	13	13	0
Les conflits sociaux	11	9	9	0
Le chômage	15	13	8	-5
La drogue	6	7	5	-2
L'Europe	5	4	5	1



Les catégories aisées sont davantage préoccupées par l'environnement

L'analyse catégorielle selon le niveau de vie montre que les préoccupations progressent dans l'ensemble des catégories par rapport à 2023

Les préoccupations pour l'environnement augmentent avec le niveau de vie (en %)



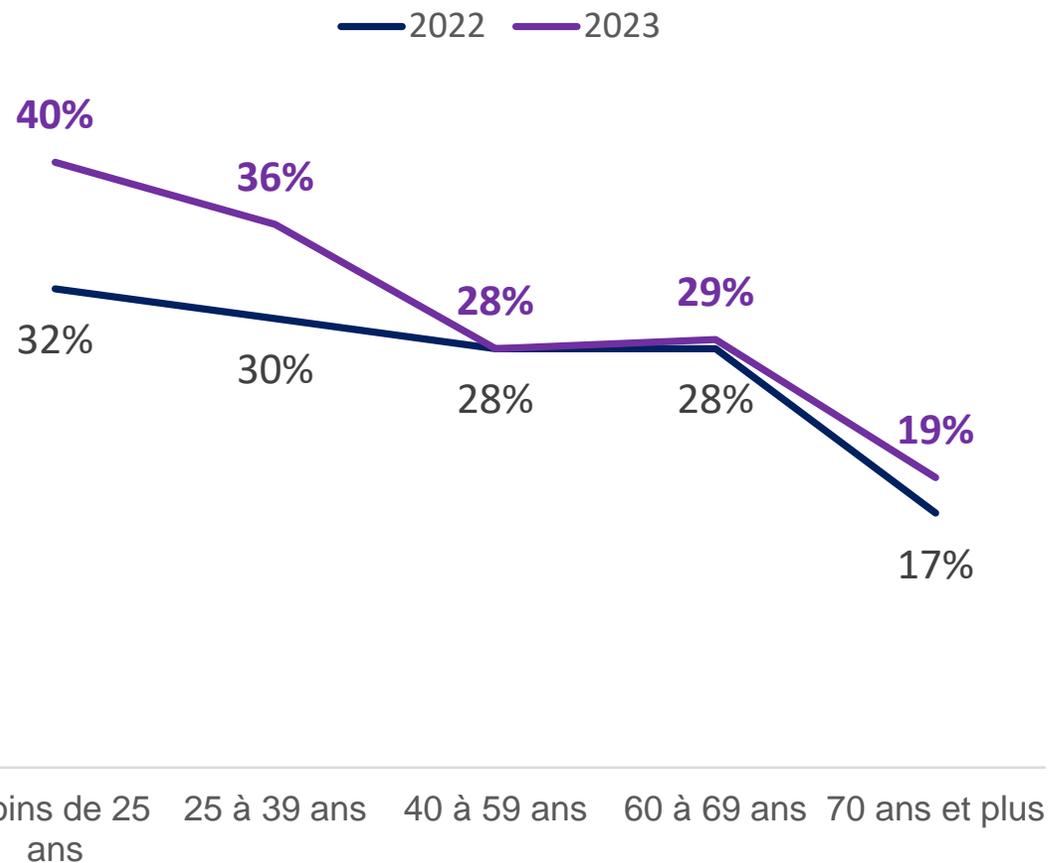
En 2023, les préoccupations pour l'environnement sont davantage présentes chez les personnes qui ne doivent pas s'imposer des restrictions sur certains postes de leur budget

	2022	2023	Evolutions
Doit s'imposer des restrictions sur son budget	27%	27%	Sans changement
Ne s'impose pas de restrictions sur son budget	27%	35%	+8 points
Moyenne	27%	30%	+3 points

Bas revenus Classes moy. inf. Classes moy. sup. Hauts revenus

Des préoccupations qui s'intensifient surtout chez les plus jeunes

Les préoccupations pour l'environnement diminuent avec l'âge (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

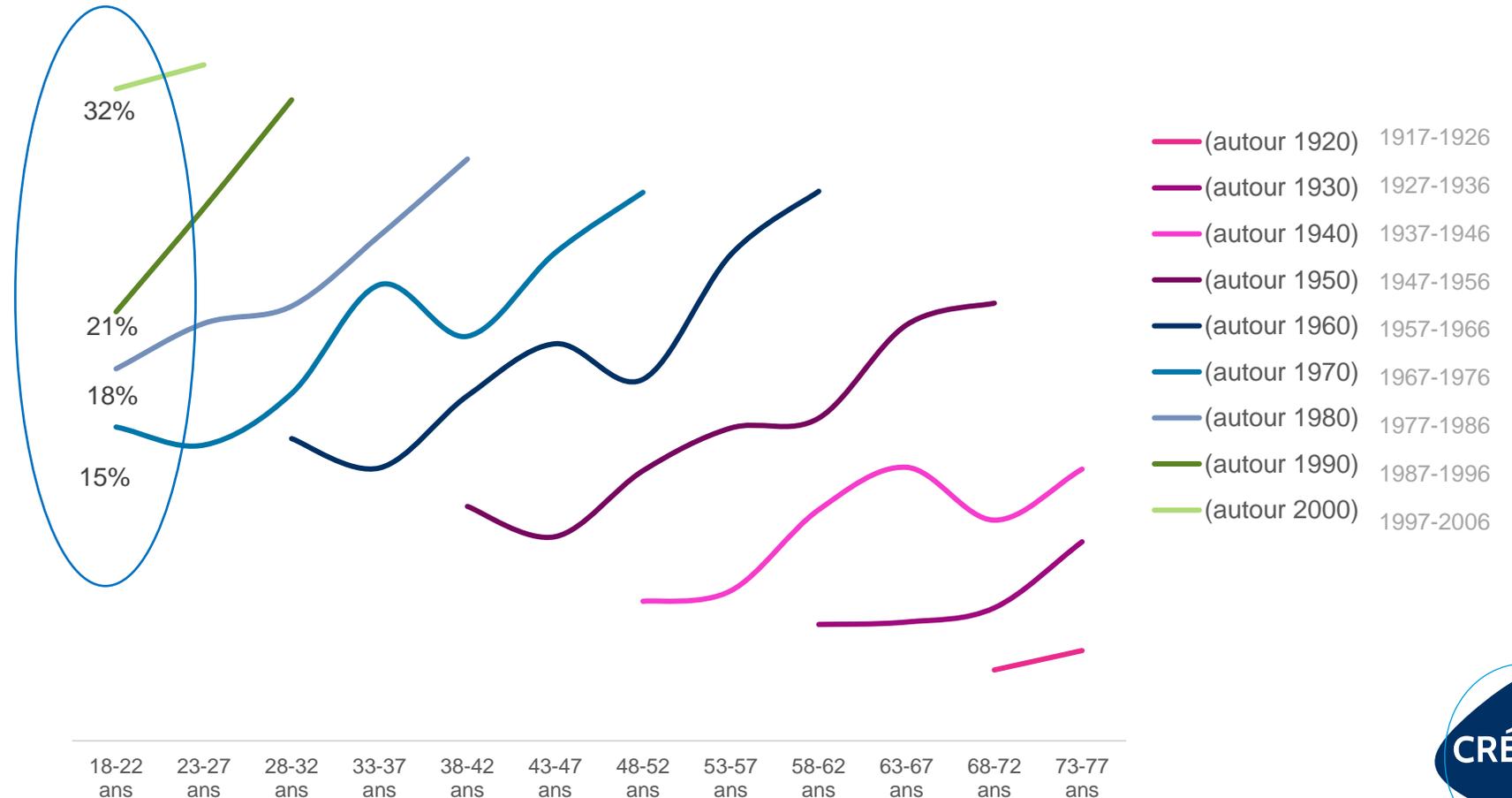
Chaque génération est plus préoccupée par l'environnement que la précédente

Proportion d'individus plaçant la dégradation de l'environnement parmi leurs principales préoccupations, analyse âge-période-cohorte. Chaque courbe représente l'évolution au cours de la vie pour une génération.

À un âge donné, chaque génération est plus préoccupée par l'environnement que la précédente

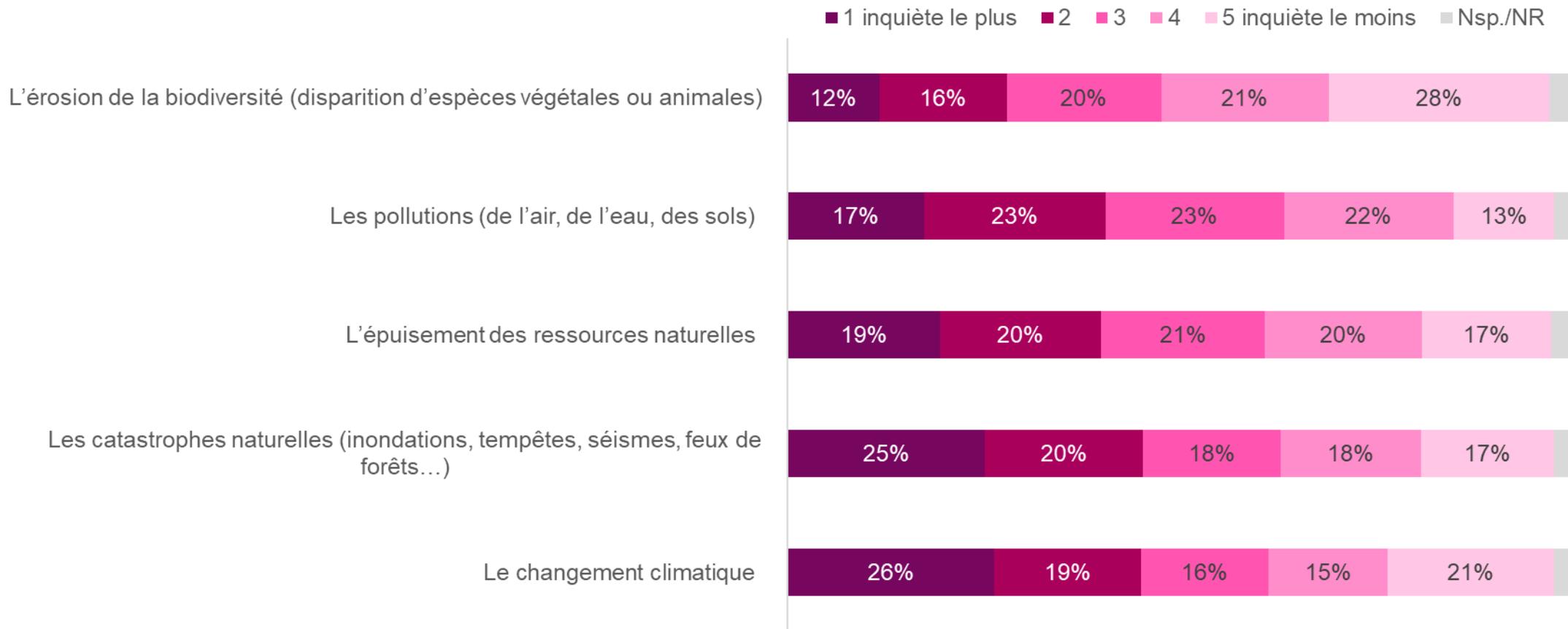
Cet effet s'amplifie pour les individus nés après 1997

Exemple de lecture: entre 18 et 22 ans, 32% de la jeune génération actuelle placent la dégradation de l'environnement parmi leurs principales préoccupations contre 21% pour la génération précédente au même âge. Ils étaient 18% pour la génération née entre 1977 et 1986 lorsque celle-ci avait entre 18 et 22 ans.



Le changement climatique et les catastrophes naturelles inquiètent particulièrement les Français

Chacun peut s'inquiéter plus ou moins face aux différents problèmes environnementaux ? Pouvez-vous classer de 1 à 5 les sujets environnementaux suivants en fonction de l'inquiétude qu'ils vous inspirent pour vous-même ou pour vos proches. 1 pour le problème environnemental qui vous inquiète le plus et 5 pour celui qui vous inquiète le moins

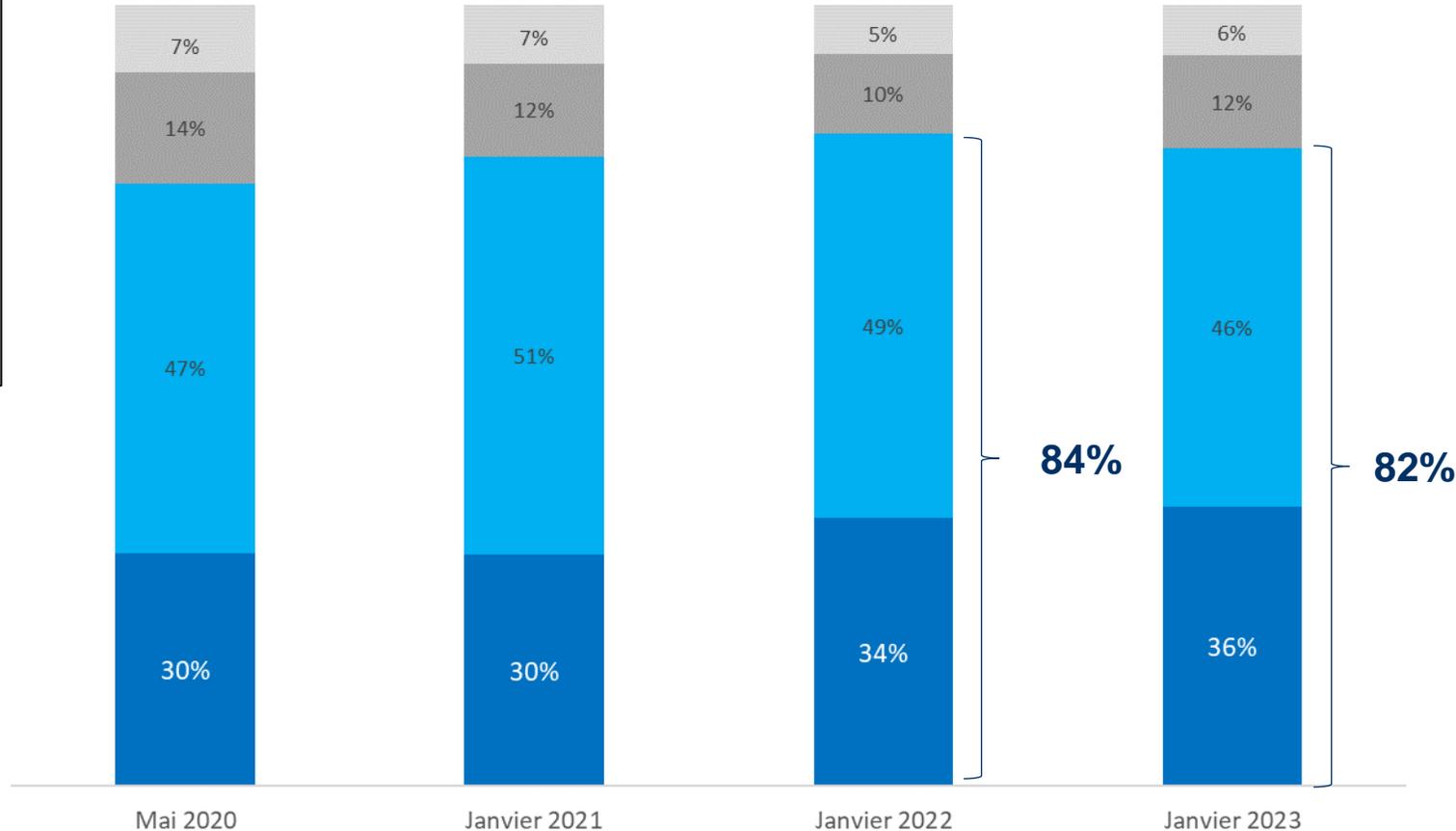


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2023
 Lecture : 26% des répondants sont très inquiets du changement climatique alors que 21% déclarent que cet item les inquiète le moins parmi les cinq propositions.

82% des Français souhaitent que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de moyens que la crise sanitaire

■ Tout à fait souhaitable ■ Plutôt souhaitable ■ Plutôt pas souhaitable ■ Pas du tout souhaitable ■ NR

Les pays du monde entier ont mobilisé ou mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique?*



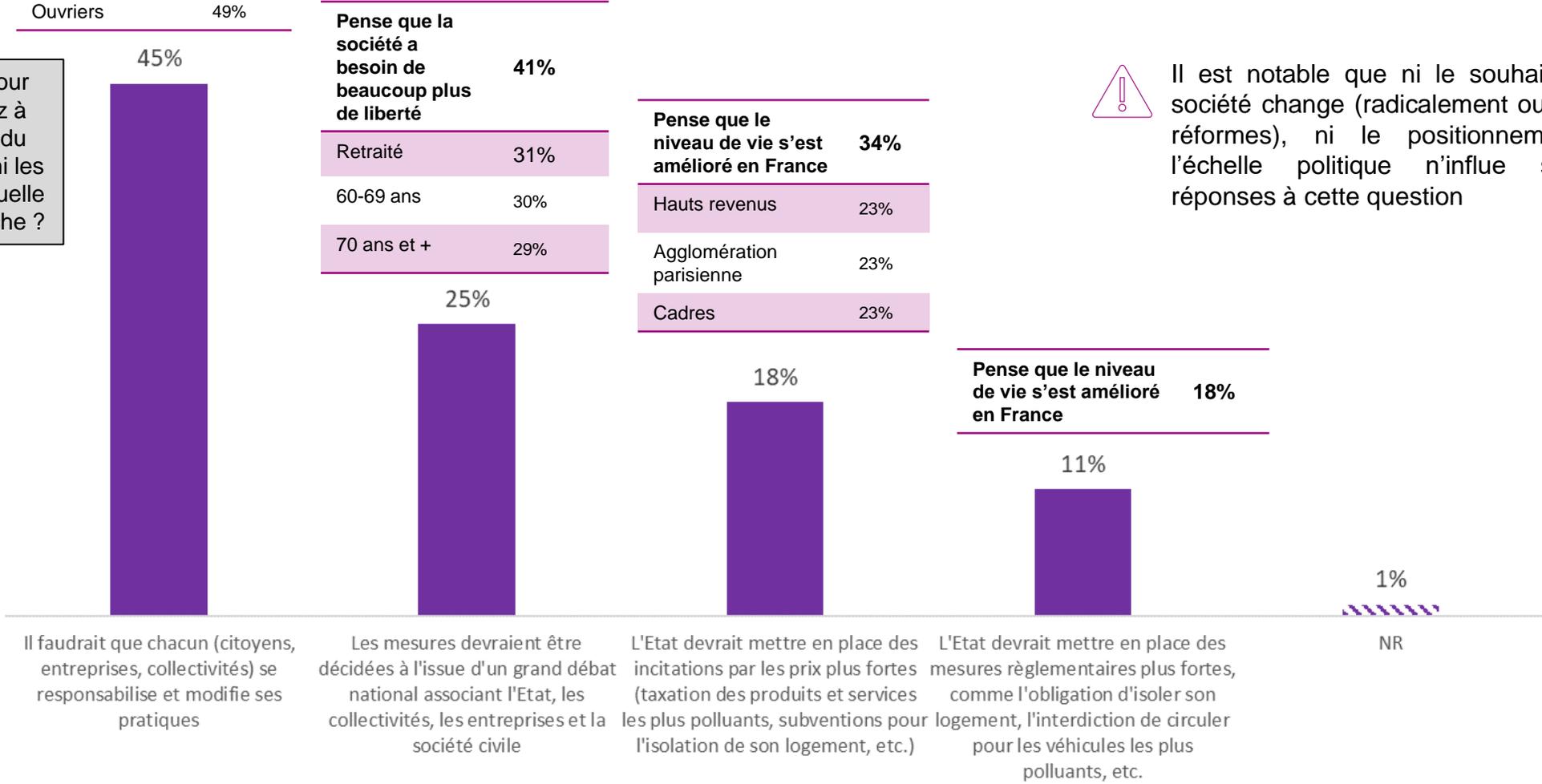
Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations.

* Le libellé de la question a été modifié en 2023. La mention « ont mobilisé ou » a été rajouté pour tenir compte de l'éloignement temporel de la crise sanitaire.

Une population qui considère que la responsabilité individuelle est la clef de voûte pour réduire les émissions de GES

Habitants de petites agglomérations	50%
Ruraux	49%
Ouvriers	49%

Différentes pistes existent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Parmi les affirmations suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?



Pense que la société a besoin de beaucoup plus de liberté	41%
Retraité	31%
60-69 ans	30%
70 ans et +	29%

Pense que le niveau de vie s'est amélioré en France	34%
Hauts revenus	23%
Agglomération parisienne	23%
Cadres	23%

Pense que le niveau de vie s'est amélioré en France	18%
--	------------



Il est notable que ni le souhait que la société change (radicalement ou par des réformes), ni le positionnement sur l'échelle politique n'influe sur les réponses à cette question



4

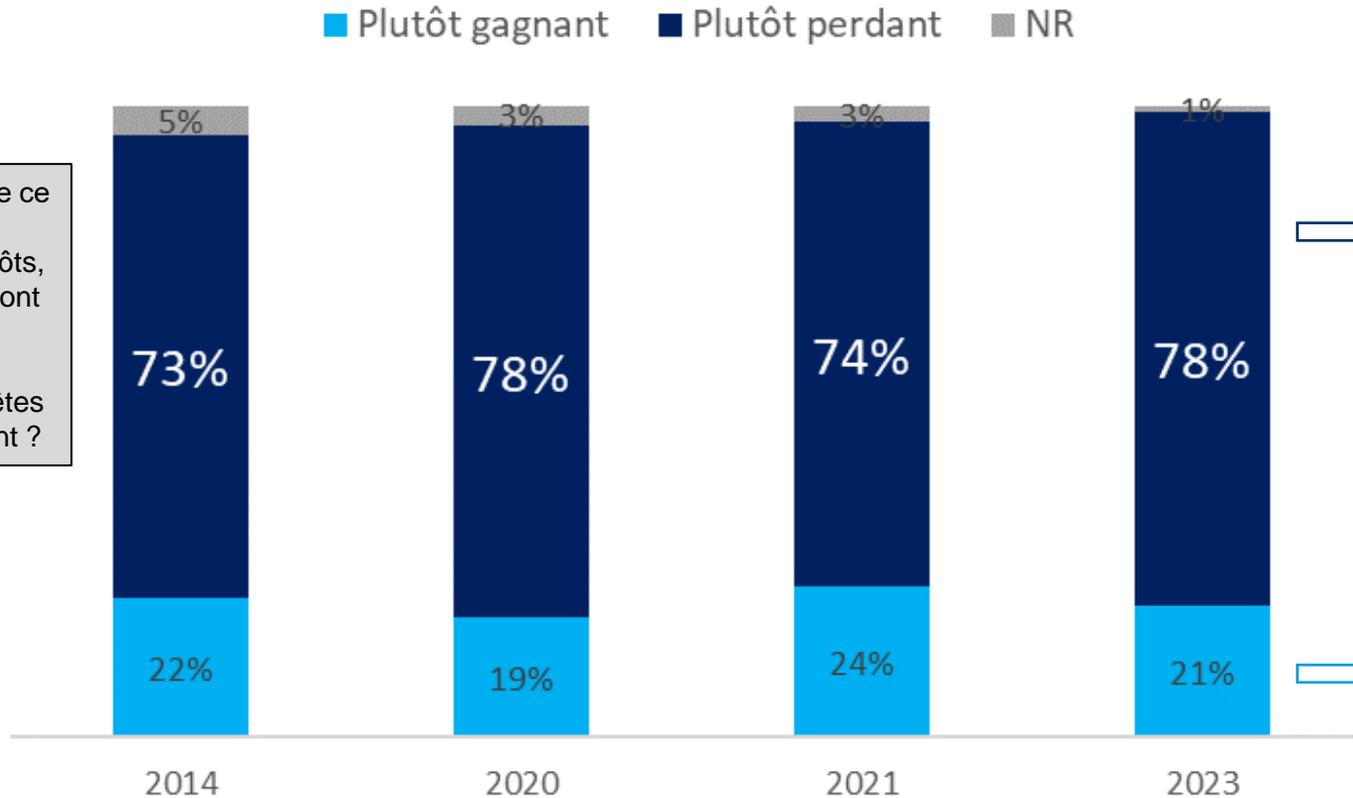
Un recul du
consentement à
l'impôt en général,
qui affaiblit
l'adhésion à la
fiscalité
environnementale



Crédits : Unplash.

78% des Français estiment qu'ils sont plutôt perdants de la redistribution socio-fiscale

Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ?



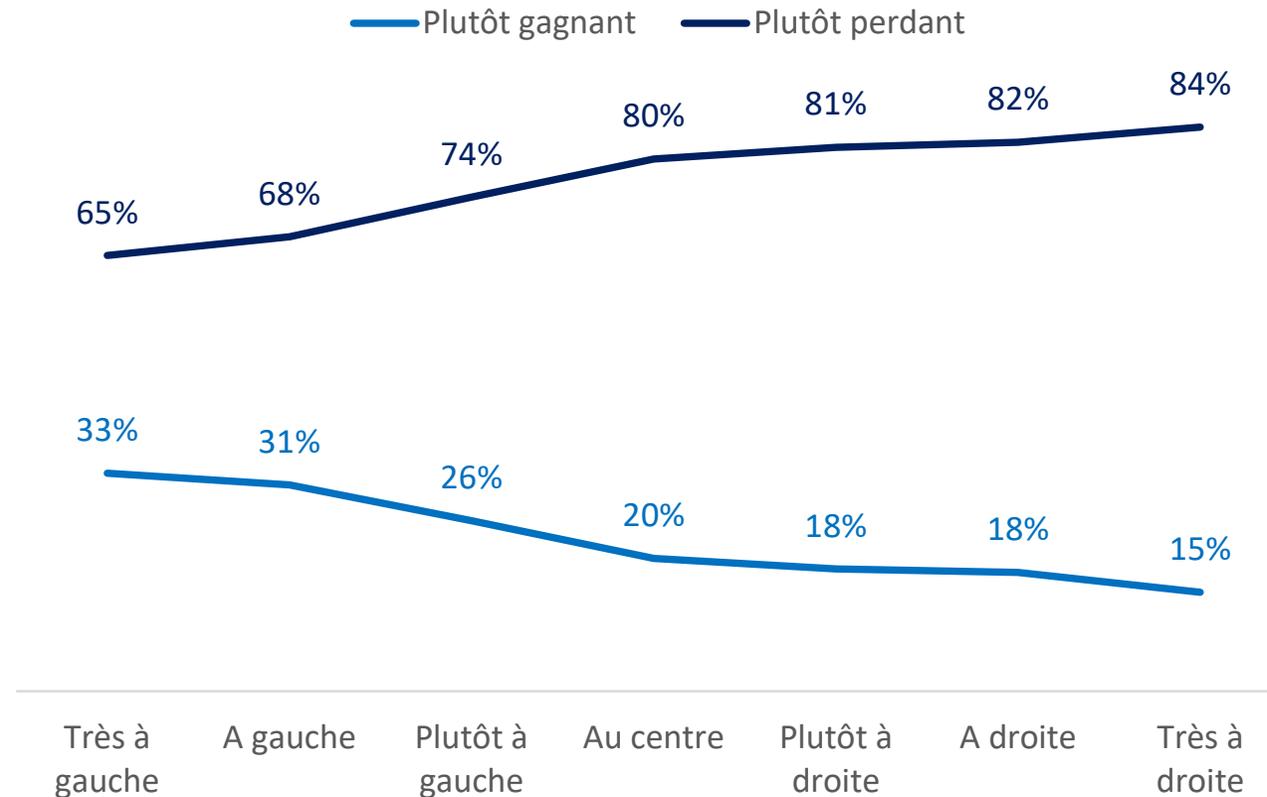
Pense que son niveau de vie personnel s'est détérioré au cours des 10 dernières années	85%
Souhaite des changements radicaux dans la société	84%
60-69 ans	84%
Ruraux	82%
Femmes	82%
Retraités	82%
Hauts revenus	81%
Classes moyennes sup.	81%

Estime que le niveau de vie des Français a augmenté au cours des 10 dernières années	50%
Estime que son niveau de vie va augmenter au cours des 5 prochaines années	34%
Estime que son niveau de vie s'est amélioré au cours des 10 dernières années	31%
Ne pense pas que la société a besoin de changements (radicaux ou par des réformes)	28%
Préoccupé par l'environnement	26%

Les personnes se situant à gauche de l'échiquier politique se considèrent plus souvent gagnants de la redistribution socio-fiscale que les personnes politiquement à droite

Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ?

Selon l'auto-positionnement sur l'échelle politique



Pour rendre la fiscalité plus juste et efficace, l'idée de taxer davantage les hauts revenus progresse dans l'opinion

Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace? (en %)

Très à gauche sur l'échelle politique 60%

Les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis 46%

Ouvriers 45%

Bas revenus 44%

Moins de 25 ans 43%

Non-diplômé 41%

Etudiants 41%

Les pouvoirs publics font trop pour les plus démunis 42%

Hauts revenus 42%

A droite sur l'échelle politique 32%

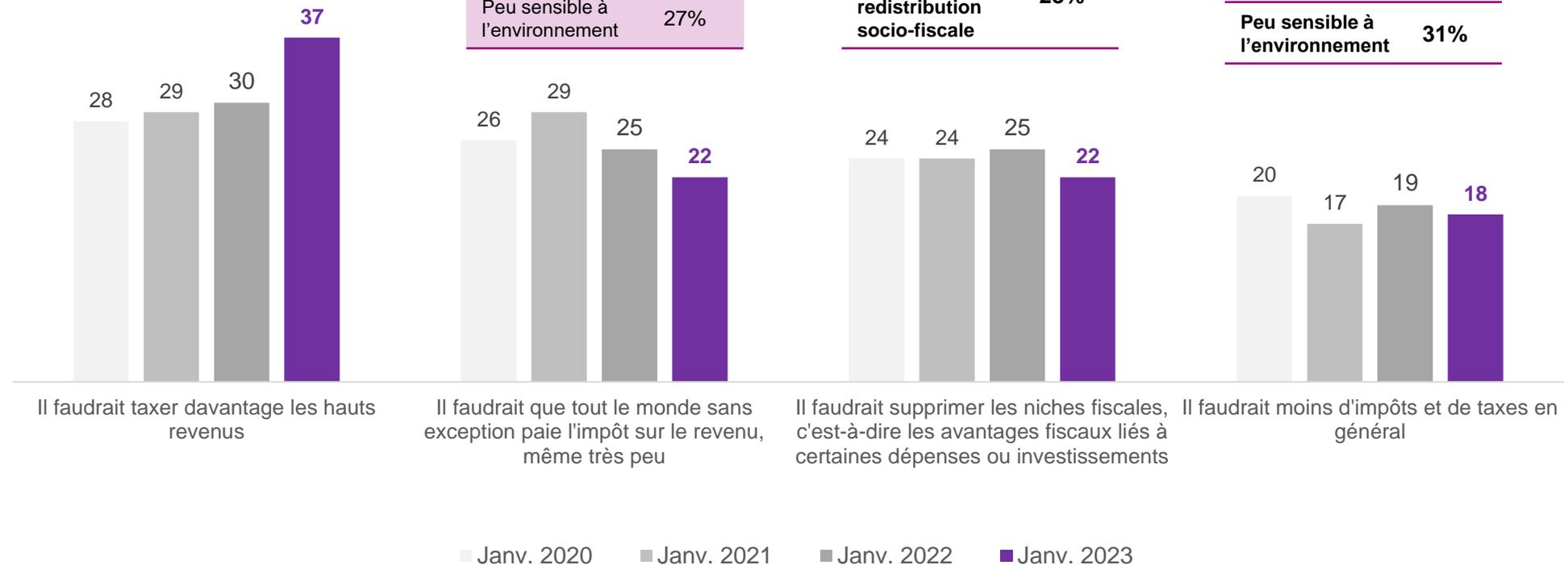
Cadres 31%

Diplômés du supérieur 29%

Peu sensible à l'environnement 27%

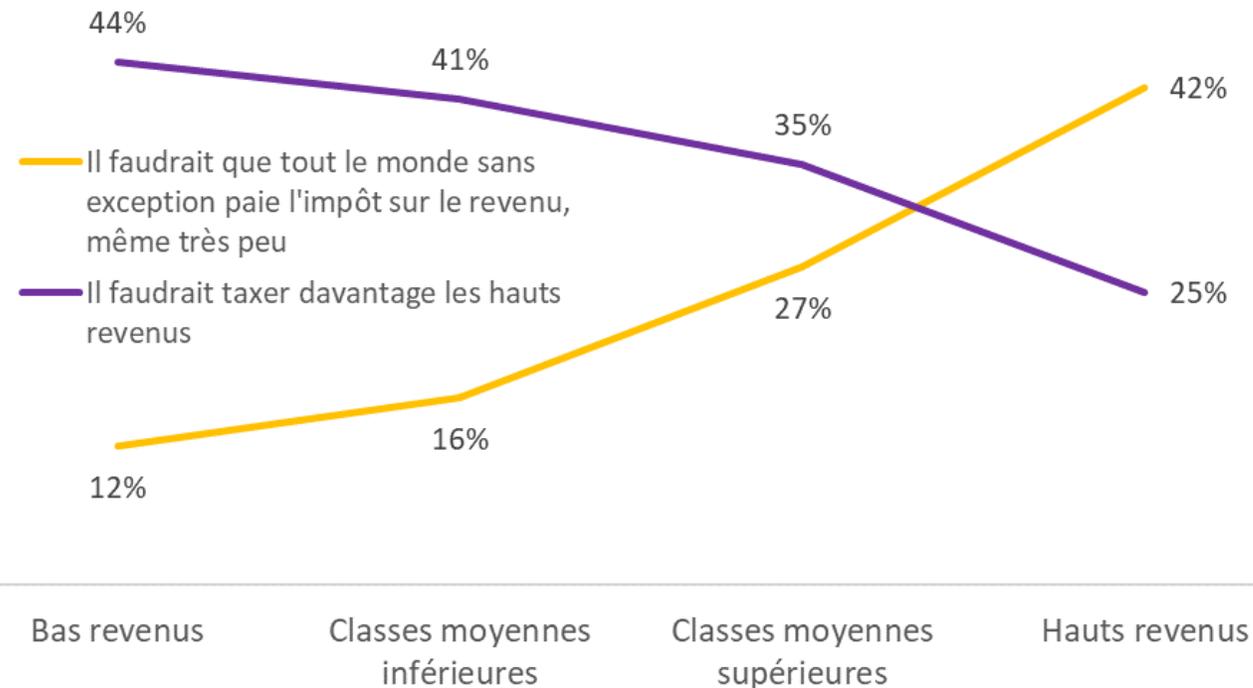
Plutôt gagnant des la redistribution socio-fiscale 28%

Peu sensible à l'environnement 31%



La propension de penser que tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu augmente avec le niveau de vie

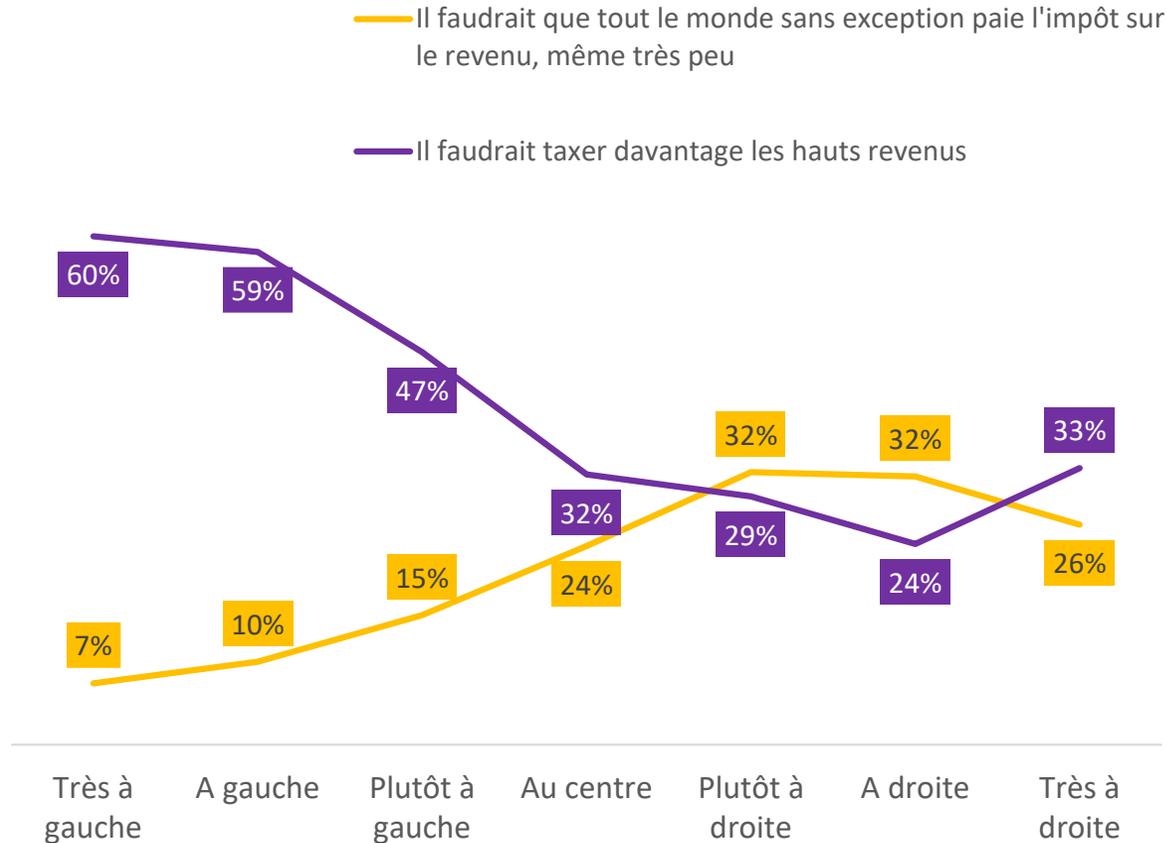
Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace?
Selon le niveau de vie (en %)



Des réflexes idéologiques persistent: les personnes se situant à gauche de l'échiquier politique pensent plus souvent qu'il faudrait taxer davantage les hauts revenus

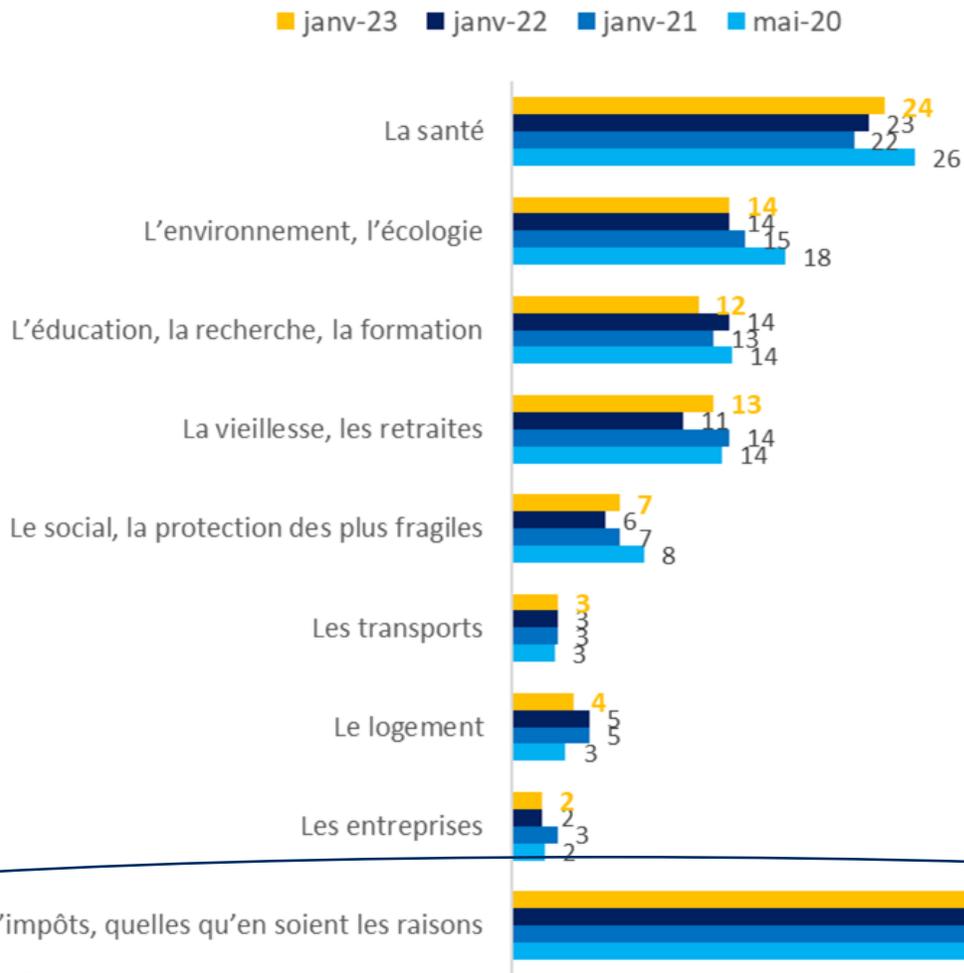
Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace?

Selon l'auto-positionnement sur l'échelle politique (en %)



Le refus de payer davantage d'impôts progresse de 9 points par rapport à 2020 et devient majoritaire

Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts?
Cumul des deux réponses possibles (en %)



La hiérarchie des domaines auxquels les Français accepteraient de contribuer davantage reste plutôt stable, la **santé** arrivant largement en tête.

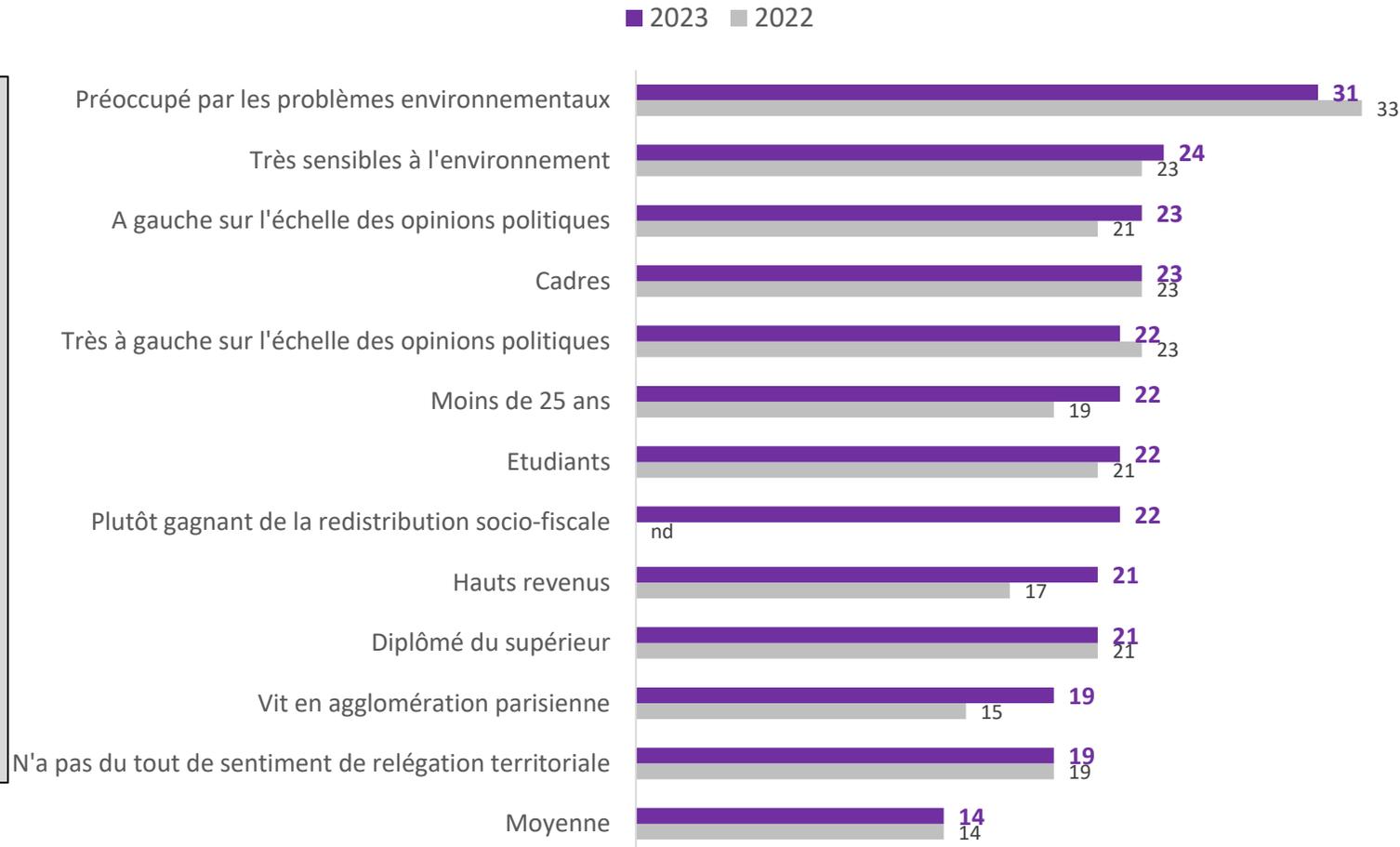
L'environnement, l'éducation et la vieillesse ou les retraites arrivent ensuite, loin devant la protection des plus fragiles, les transports ou le logement.

Profils surreprésentés chez les personnes acceptant une hausse des impôts pour « environnement et écologie »

Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts?

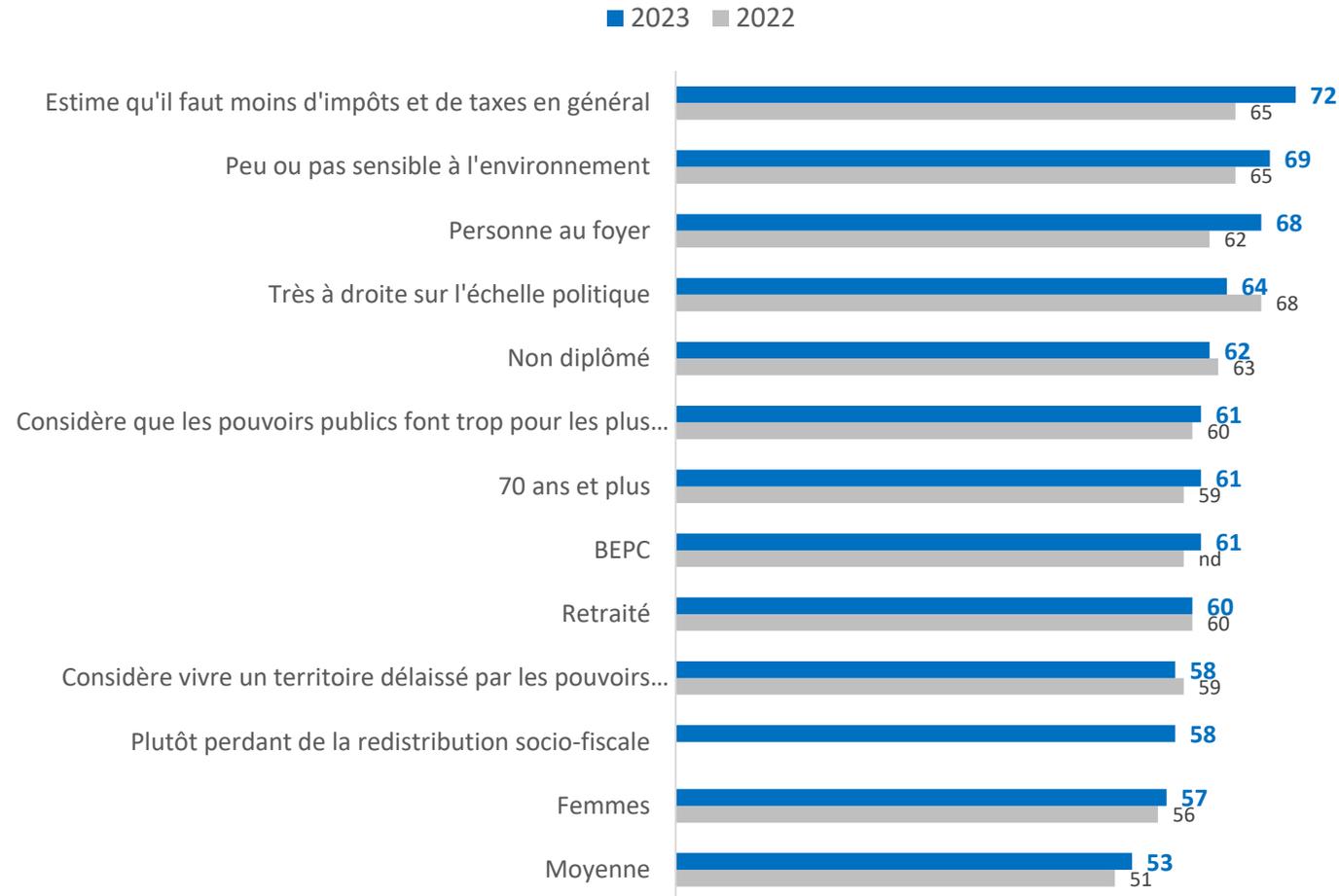
Réponse: « environnement et écologie »
Cumul des deux réponses possibles (en %)

- Les jeunes, catégories aisées, habitants de l'agglomération parisienne et ceux qui se considèrent très sensibles à la question environnementale seraient davantage prêts à payer plus d'impôts pour l'environnement et l'écologie
- Peu d'évolutions catégorielles entre 2022 et 2023, hormis in légère hausse chez les jeunes et les habitants de l'agglomération parisienne
- Les différences selon les Régions (UDA 14) sont tenues avec une légère surreprésentation de la région Ile de France: 19% contre 14% en moyenne



Profils surreprésentés chez ceux qui « ne souhaitent pas payer plus d'impôts quelles que soient les raisons »

Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts?
Ne souhaite pas payer plus d'impôts quelles que soient les raisons
 Cumul des deux réponses possibles (en %)



Par rapport à 2022, les hausses les plus notables concernent....

- Les personnes estimant qu'il faut moins d'impôts et de taxes en général, +7 points
- Les personnes au foyer, +6 points
- Les personnes s'estimant peu ou pas sensibles à l'environnement, +4 points

**Focus sur le soutien
et l'acceptabilité de la
fiscalité
environnementale**



Crédits : Unplash.

Une faible pression fiscale environnementale comparée à d'autres pays européens

La fiscalité environnementale en France est marquée par une grande diversité de taxes aux assiettes, taux et redevables différents. Le ministère de l'Environnement (CGDD, 2017) a recensé non moins de 36 écotaxes (ADEME&VOUS, la lettre stratégie, n° 53, mars 2017). Les recettes générées par les taxes environnementales représentaient 2,2% du PIB en 2017 (pour un total de près de 48 Mds. €). En 2019 les taxes environnementales totalisent 56 Mds. € de recettes.

Il est notable que **83% de ces recettes sont imputables aux taxes liées à l'énergie** (notamment aux taxes sur les énergies fossiles), 12% au secteur du transport, 4% aux pollueurs. Dans ce scénario, une hausse des prix de l'énergie à consommation constante entraîne une augmentation des recettes fiscales environnementales. A l'inverse, les taxes constituent un levier de régulation en cas de trop fortes hausses du prix des énergies et de la pression sur le pouvoir d'achat qui en résulte.

Enfin, **dans une perspective européenne, la pression fiscale environnementale est inférieure à la moyenne européenne.** Elle représente en France 4,5% des prélèvements obligatoires alors que la moyenne européenne se situe à 6,3% en 2014 (SDES, Eurostat, 2017).

Au sujet des **taxes énergétiques et leur composante CO2**: Pour les données de consommation de 2017, le taux d'effort de la fiscalité énergétique atteint 7,2 % du revenu total des ménages du premier quintile, contre seulement 2,1 % pour le cinquième quintile. D'autres facteurs comme le lieu de résidence des ménages expliquent la forte hétérogénéité de niveau de prélèvement au titre de la fiscalité énergétique. Le poids de la fiscalité énergétique est plus élevé dans les territoires ruraux que dans les grandes villes (Ministère de la Transition écologique – SNBC)

La crise du pouvoir d'achat pèse sur l'acceptabilité d'une fiscalité environnementale

Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ?
Proportion de personnes favorables à une taxe environnementale (oui, en %)

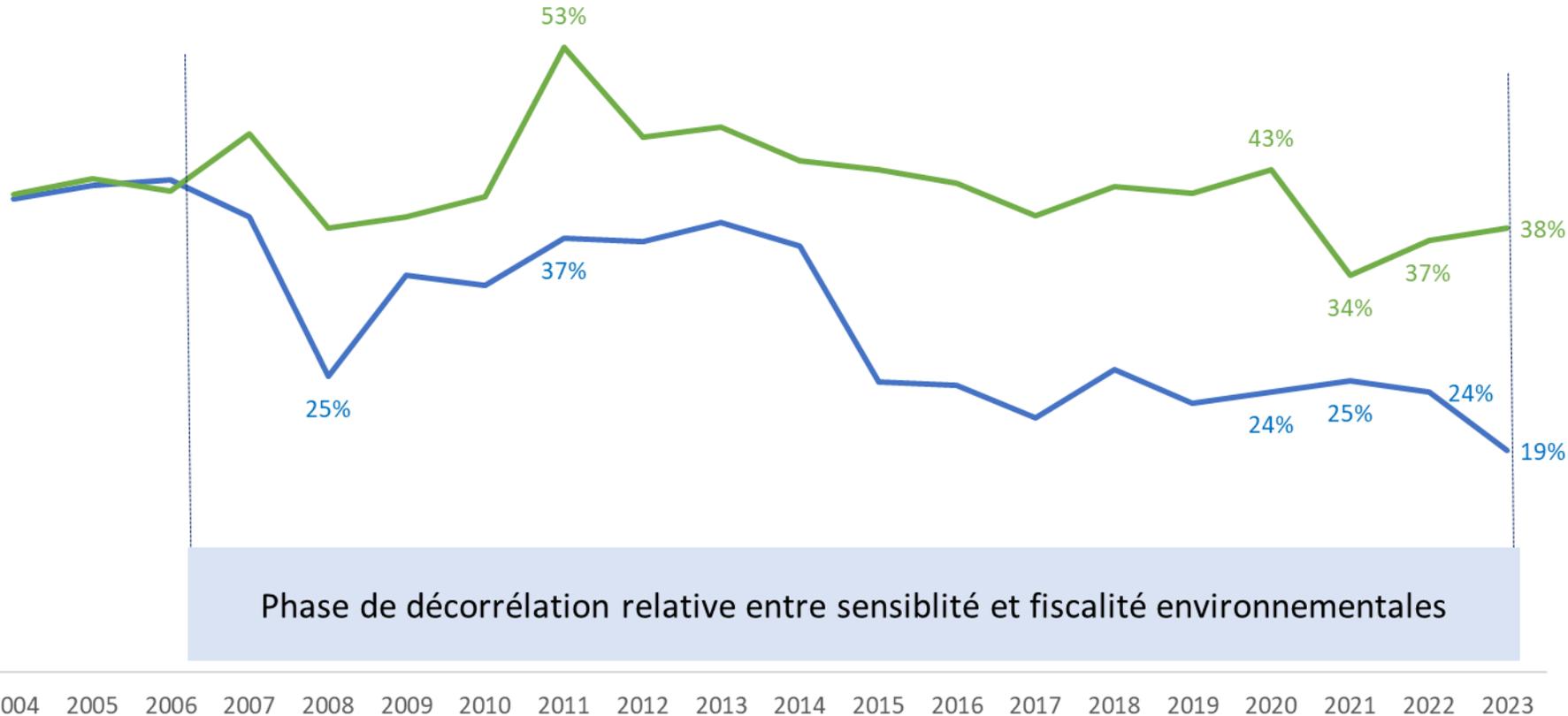


Nb. La baisse entre 2014 et 2015 doit être interprétée avec précaution. Le mode de collecte de l'enquête a changé en 2015. Les vagues entre 1994 et 2014 ont été réalisées en face à face alors que les vagues entre 2015 et 2022 ont été conduites en ligne. Pour certaines questions sensibles (revenus, fiscalité, opinions politiques etc.) l'effet de désirabilité sociale est plus forte en face à face qu'en ligne. Néanmoins, pour des raisons méthodologiques et pour connaître les différences entre ces différents modes de collecte le CREDOC a conduit en 2015 une expérimentation. Une enquête en face-à-face a été réalisée en parallèle de l'enquête en ligne. Les résultats sont les suivants : 27% des répondants du face à face déclarent favorables à l'introduction d'une taxe environnementale alors qu'ils sont 22% dans l'enquête en ligne. Le mode de collecte a donc introduit une distorsion de cinq points.

La décorrélation relative entre sensibilité et fiscalité environnementales s'accroît

Evolution du sentiment de sensibilité environnementale et de la propension à payer une taxe environnementale

— Prêt à payer des taxes pour l'environnement — Personnes très sensible à l'environnement



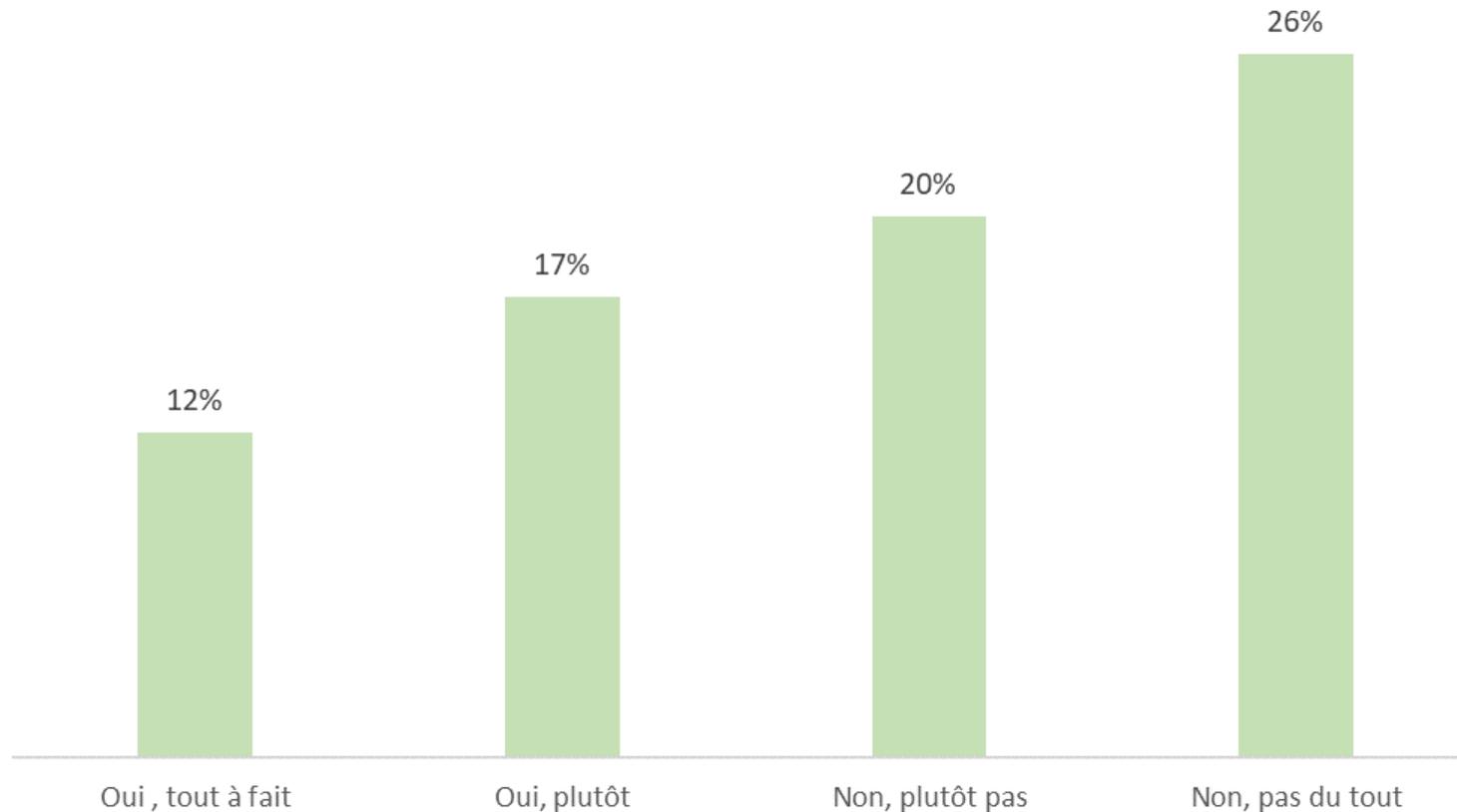
L'écart entre la proportion de personnes prêtes à payer des taxes pour l'environnement et celles qui déclarent être préoccupées est à son plus haut niveau depuis trente ans: 19 points (ex-aequo avec 2020). A titre de comparaison, en 2008 lors du début de la crise économique mondiale, l'écart était de 13 points.

Phase de décorrélation relative entre sensibilité et fiscalité environnementales

Le soutien à la taxation environnementale diminue avec le sentiment de vivre dans un territoire relégué

Proportion de personnes en faveur d'une taxe environnementale, selon le sentiment de relégation territoriale

Avez-vous le sentiment d'habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics ?

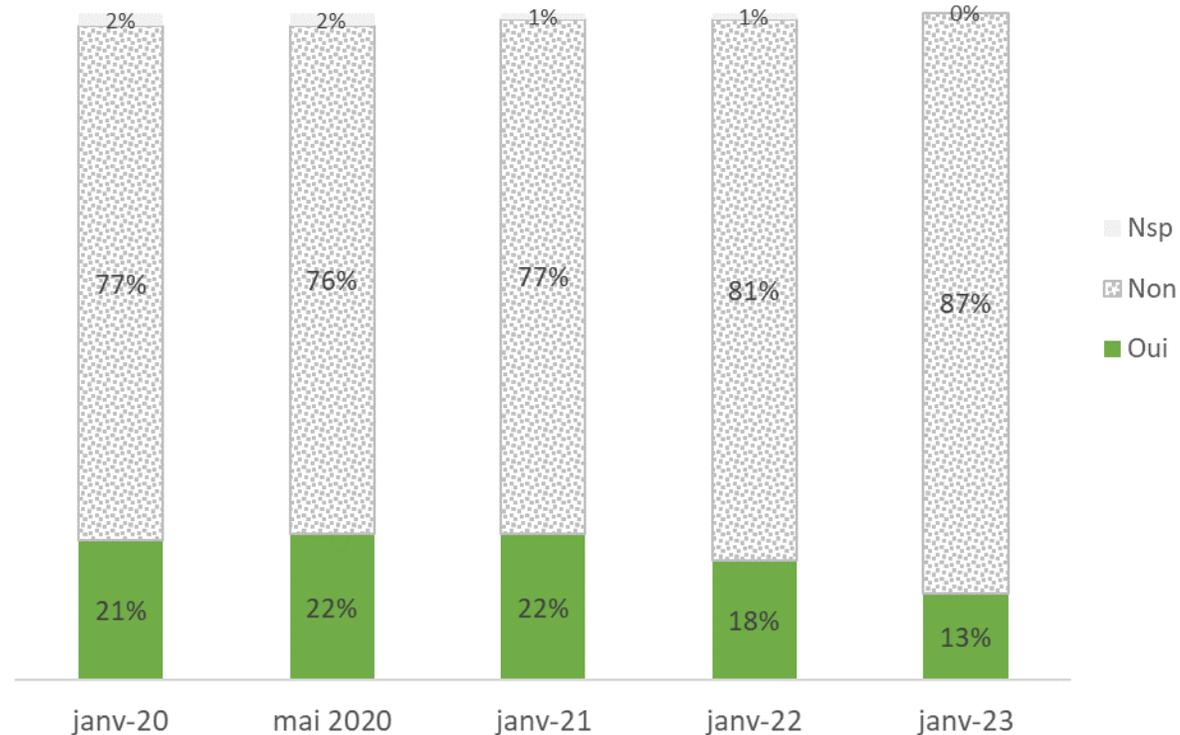


En janvier 2023, seulement 13% des Français soutiennent spontanément l'introduction d'une taxe carbone pour lutter contre le réchauffement climatique

Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? (en %)



L'adhésion à la fiscalité carbone diminue de 9 points par rapport à janvier 2021, en parallèle de la hausse des prix amorcée à l'automne 2021 entraînant une crise du pouvoir d'achat.



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

.. Et ce malgré une progression du recours à des moyens de transport décarbonés

57%, -6 pts/2022 qui déclarent la **voiture** comme leur mode de déplacement principal

16% qui déclarent les **transports en commun** comme leur mode de déplacement principal +3 pts/2022

16% qui déclarent **la marche à pied** comme leur mode de déplacement principal +2pts/2022

+12% de la part modale des mobilités douces entre 2008-2019 sur les mobilités de courte distance

MOBILITÉS COURTE DISTANCE



61 Mds

Nombre de déplacements en 2019

549 Mds

Nombre de kilomètres parcourus en 2019

2,8

Nombre moyen de déplacements par personne et par jour



65 Mt CO₂ eq
Émissions de GES des mobilités courte distance en 2019



+ 12 %
Évolution de la part modale des transports en commun et des modes actifs entre 2008 et 2019



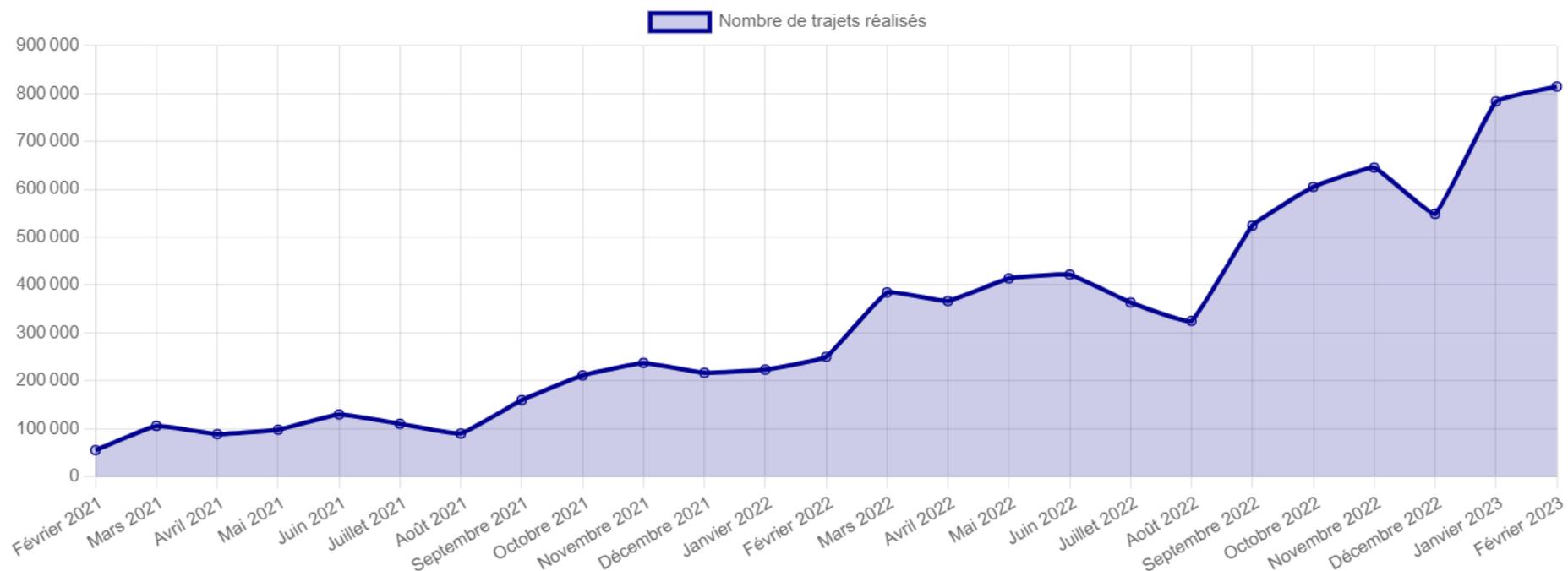
83 % des voy.km
Part modale de la voiture dans les trajets courte distance



32 %
Part de déplacements courte distance pour motif de visite-loisir

Source : Autorité de transport, Le transport de voyageurs en France, État des lieux des mobilités courte et longue distance (volume 2) : Évolutions des mobilités depuis 2008 et pendant la crise sanitaire au regard de leur impact environnemental, décembre 2022

Et... d'une progression des trajets en co-voiturage



600 000 trajets effectués en covoiturage par plateformes en octobre 2022 (x 2,5 par rapport à janvier 2022).

Plus de 300 000 personnes ont effectué du covoiturage par plateforme en 2022 (comme conducteur ou passager).

Source Ministère de la transition écologique, Observatoire du covoiturage au quotidien, février 2023

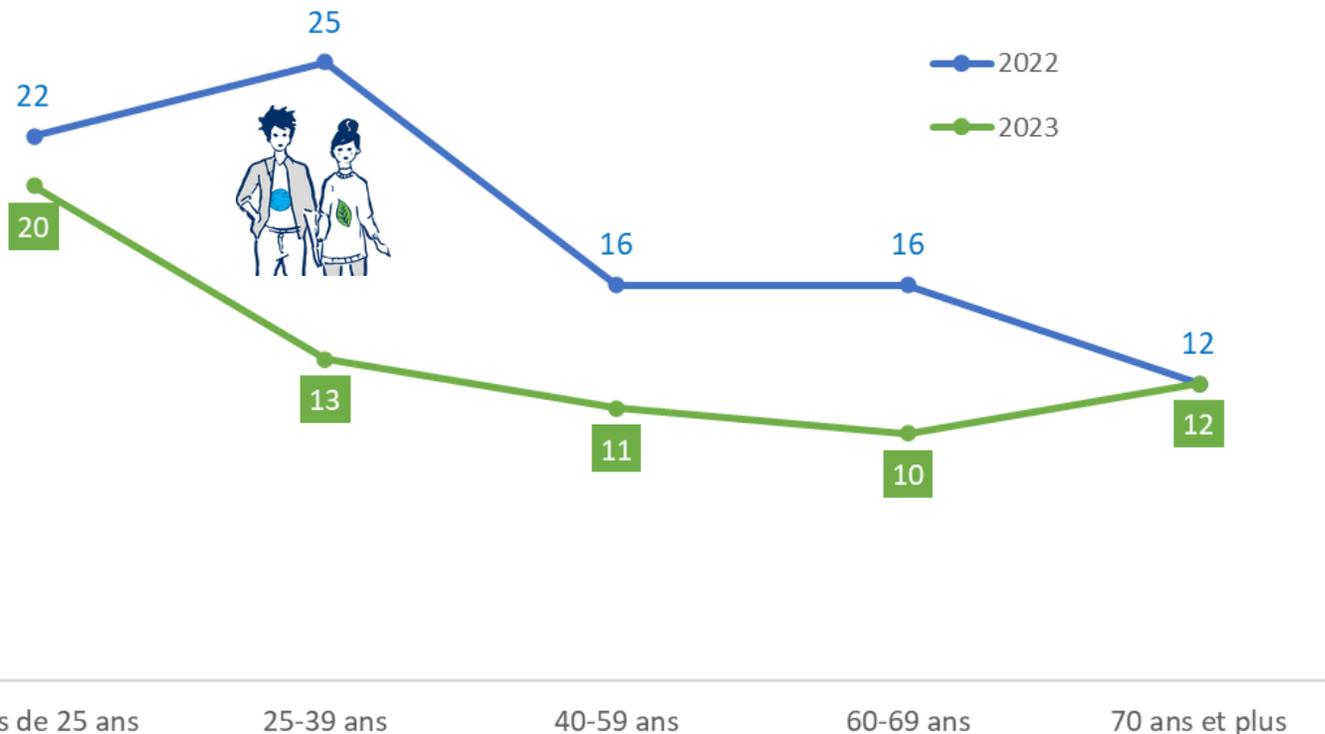
Un trajet enregistré dans le Registre de Preuve de Covoiturage correspond à un couple passager / conducteur. A chaque passager est donc affecté un trajet. Exemple : un conducteur réalise un déplacement avec deux passagers différents au sein de son véhicule, le nombre de trajets réalisés est de 2.

<https://observatoire.covoiturage.beta.gouv.fr/dashboard/>

Une diminution du soutien à l'introduction d'une taxe carbone dans pratiquement toutes les catégories...

... notamment chez les 25-39 ans (actifs, familles...)

Proportion de personnes prêts à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique Selon l'âge (en %)

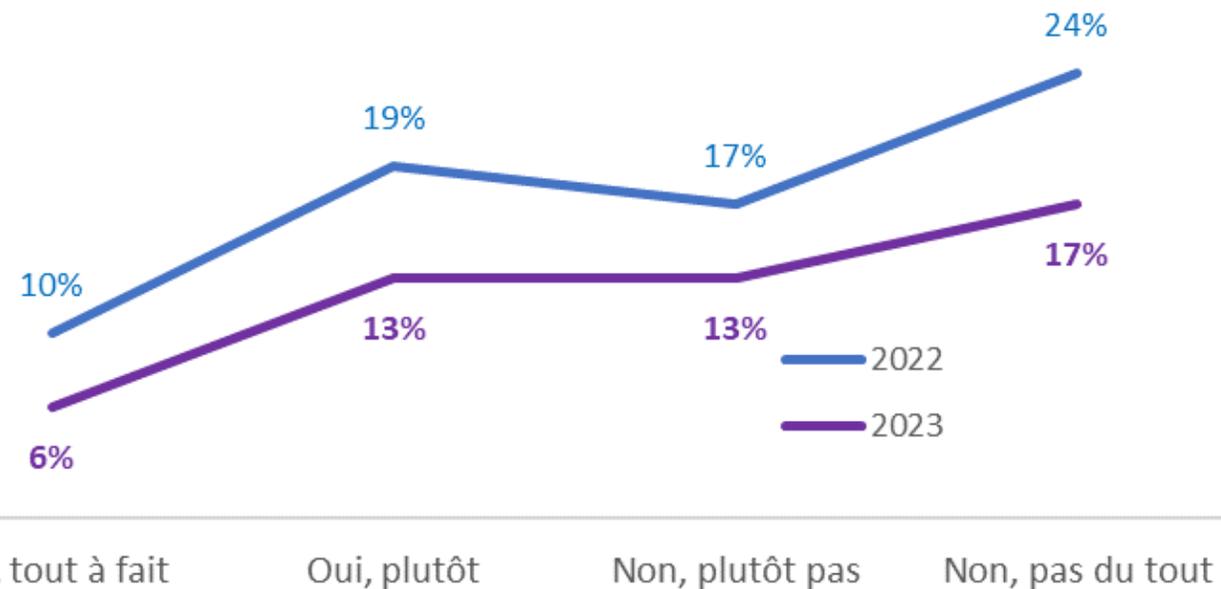


Profils	2022	2023	Evolutions
Moyenne	18%	13%	-5
Cadres	31%	25%	-6
Hauts revenus	28%	22%	-6
Diplômés du supérieur	27%	18%	-9
Plutôt gagnant de la redistribution socio-fiscale	/	21%	/
Souhaite que les Etats mobilisent autant de moyens pour l'environnement que pour la lutte contre le COVID-19	/	21%	/
Mesure la plus efficace pour protéger l'environnement est le choix d'un mode de déplacement respectueux de l'environnement	/	19%	/
Inquiet des risques liés au réchauffement climatique	/	16%	/

Le sentiment de relégation territoriale nourrit les réticences à une taxe carbone

Proportion de personnes en faveur d'une taxe carbone, selon le sentiment de relégation territoriale

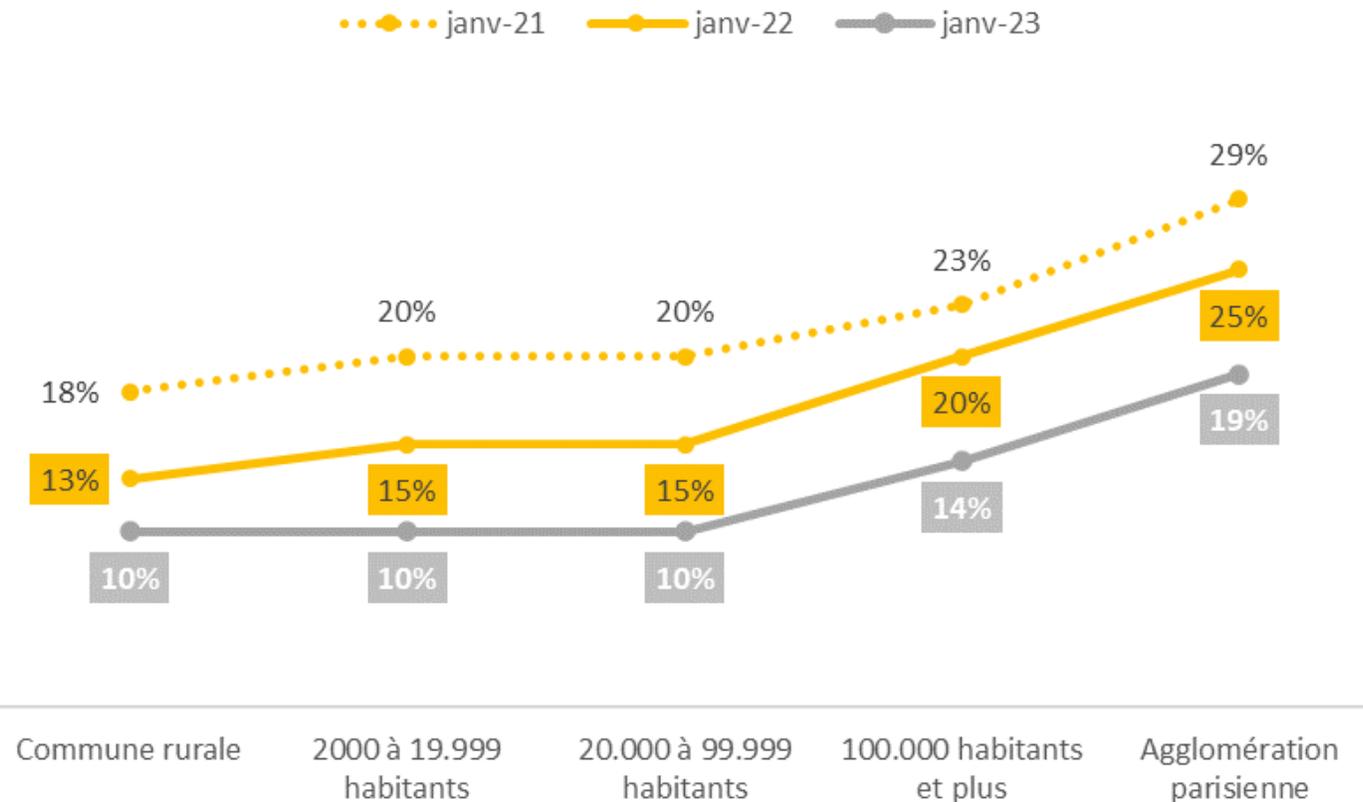
A le sentiment d'habiter un territoire délaissé par les pouvoirs publics



La réticence à l'introduction d'une taxe carbone est particulièrement marquée chez les personnes ayant l'impression de vivre sur un territoire délaissé par les pouvoirs publics.

Des réticences culminent dans les territoires à l'exception de l'agglomération parisienne

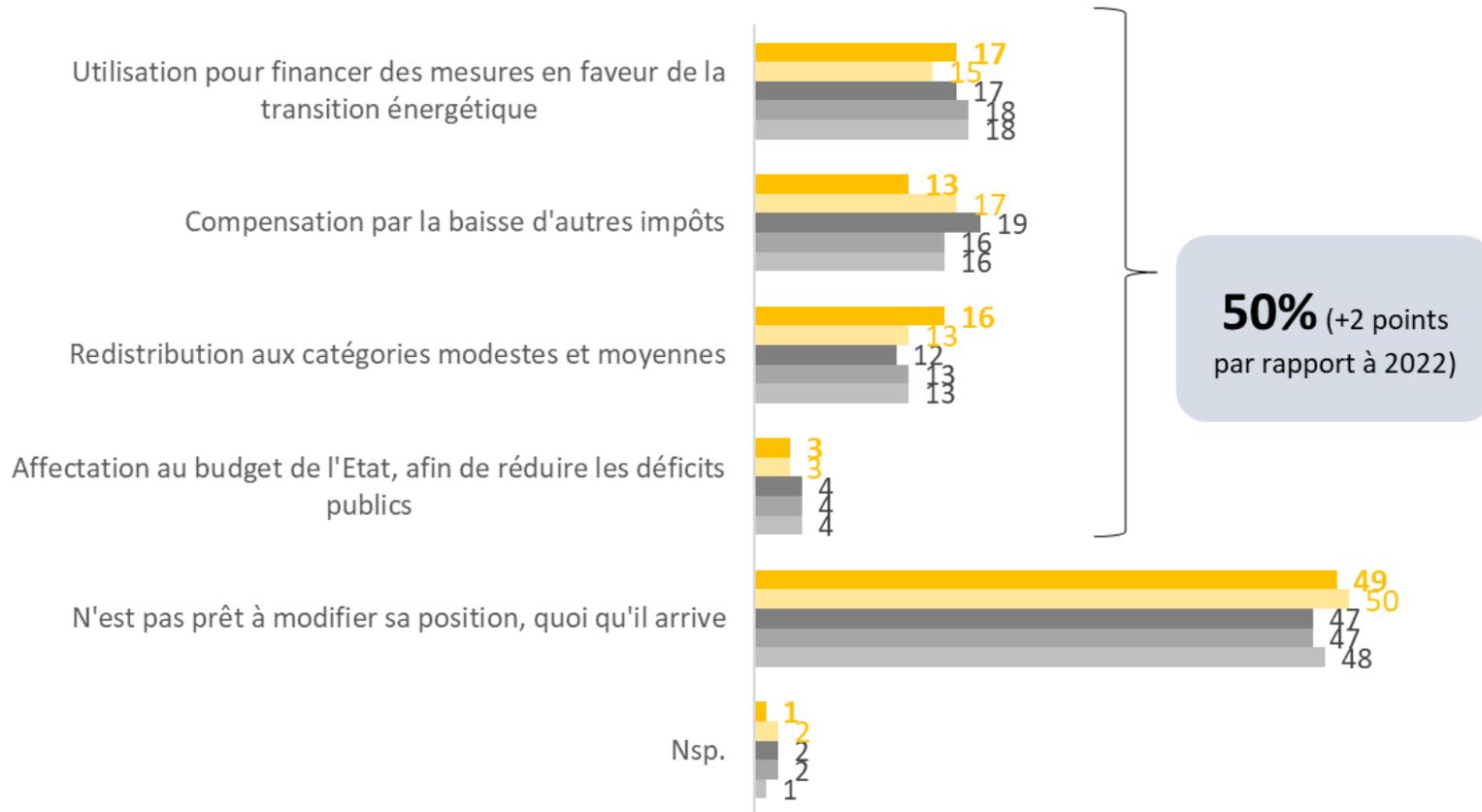
Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?
Réponses « oui » selon la taille d'agglomération



Mais 56% de la population y consentirait sous certaines conditions (stable par rapport à 2022)

Vous seriez prêt à modifier votre position si...
Champ : Personnes ne souhaitant pas la création d'une taxe carbone (en %)

■ janv-23 ■ janv-22 ■ janv-21 ■ mai-20 ■ janv-20



En cumulant la part des personnes favorables à la taxe carbone sans conditions (13%) et la part de celles prêtes à changer d'avis sous certaines conditions (50% des 87% de défavorables *a priori*), **on obtient un total de 56% de la population favorable** à la mise en place d'une taxe carbone ; quasi-stable (-1 point) par rapport à janvier 2022 et -5 points par rapport à janvier 2021

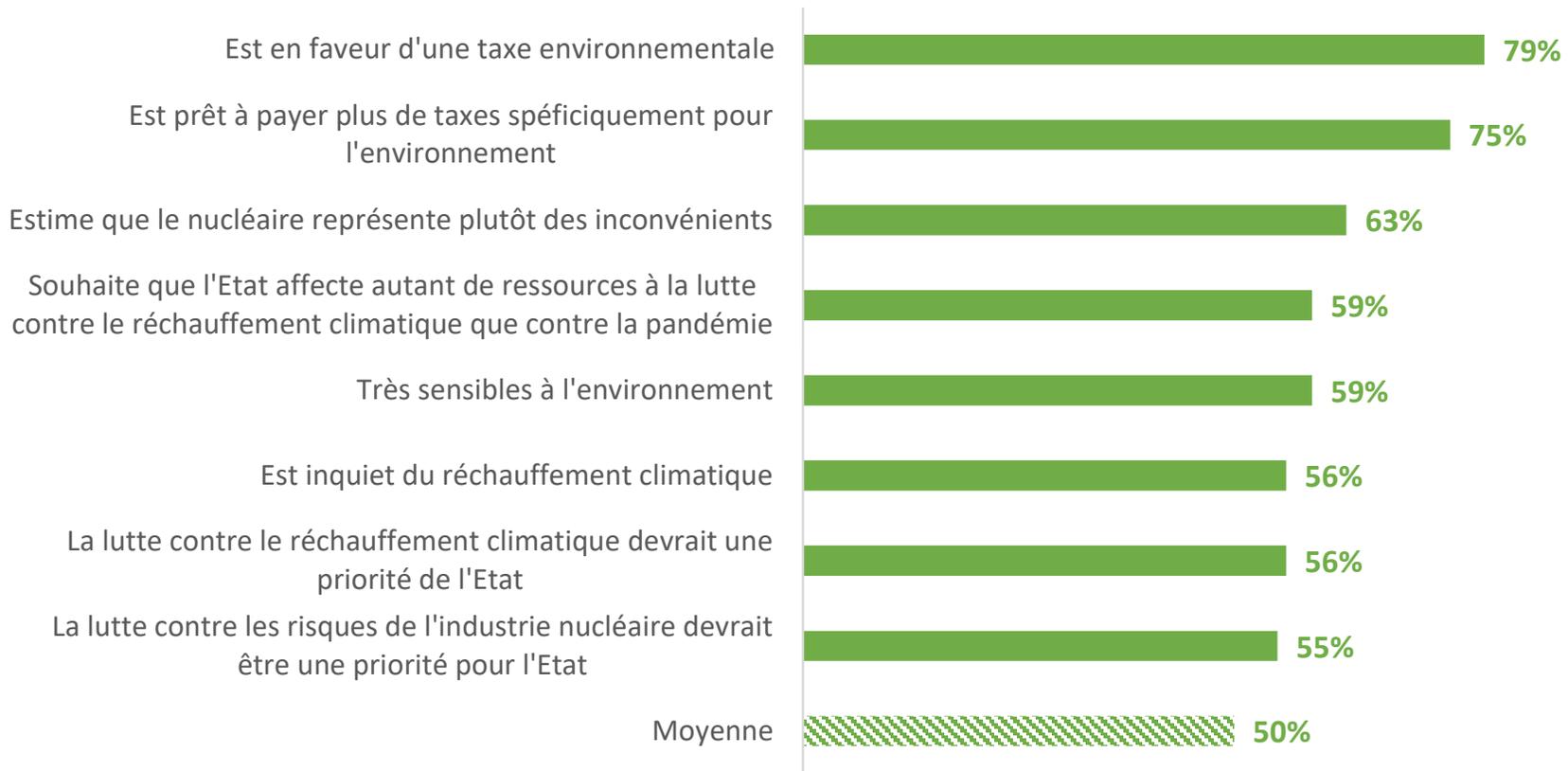
En population générale, la proportion de Français ne souhaitant pas changer d'avis est de 43% (soit une progression de 2 points par rapport à janvier 2022 et de 7 points par rapport à janvier 2021)

Indicateurs sociodémographiques

- Cadres (56%, +1 point)
- Diplômés du supérieur (55%, +1 point)
- Hauts revenus (54%, stable)

L'intérêt pour l'environnement et la transition écologique joue sur la probabilité de changer d'avis

Vous seriez prêt à modifier votre position si...
Champ : Personnes ne souhaitant pas la création d'une taxe carbone
Réponses – Oui
Selon des indicateurs d'opinion sur l'écologie et la transition écologique



5

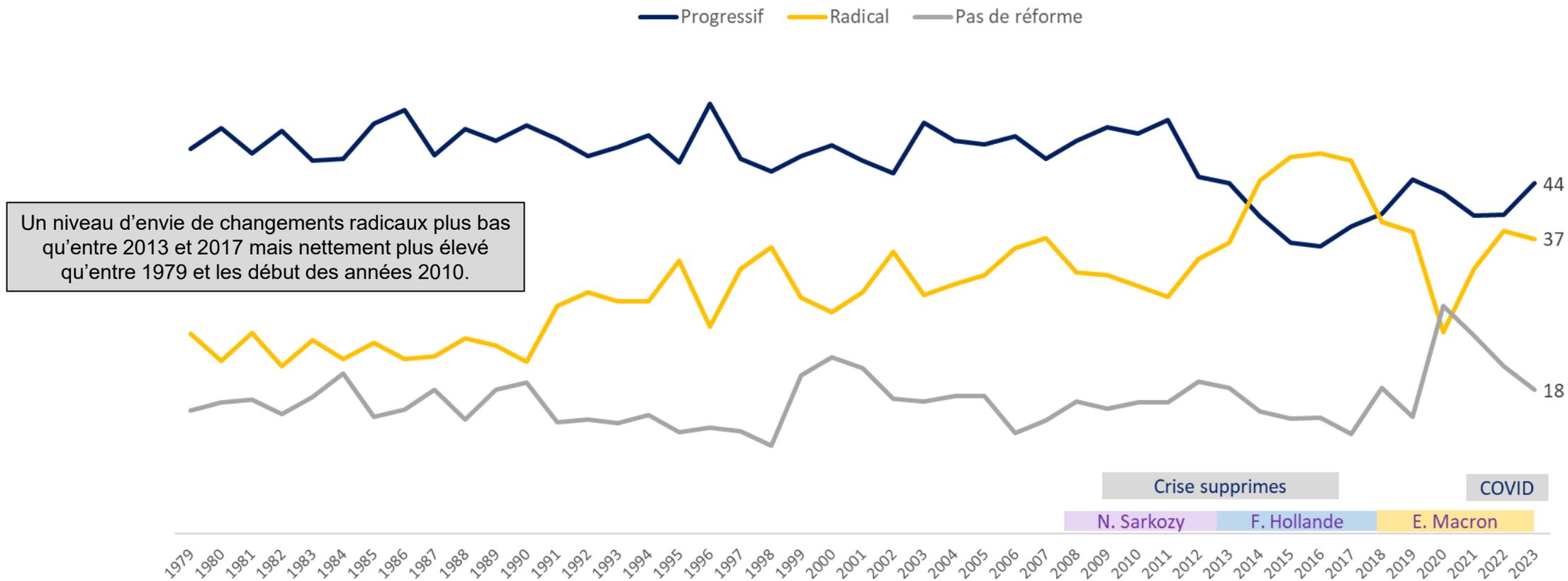
**Le souhait
majoritaire d'une
société plus
participative et qui
limite davantage
les atteintes à
l'environnement**



Crédits : Unplash.

En 2023, huit Français sur dix souhaitent voir la société se transformer

Proportion de Français qui souhaitent un changement « progressiste » ou « radical » de la société*



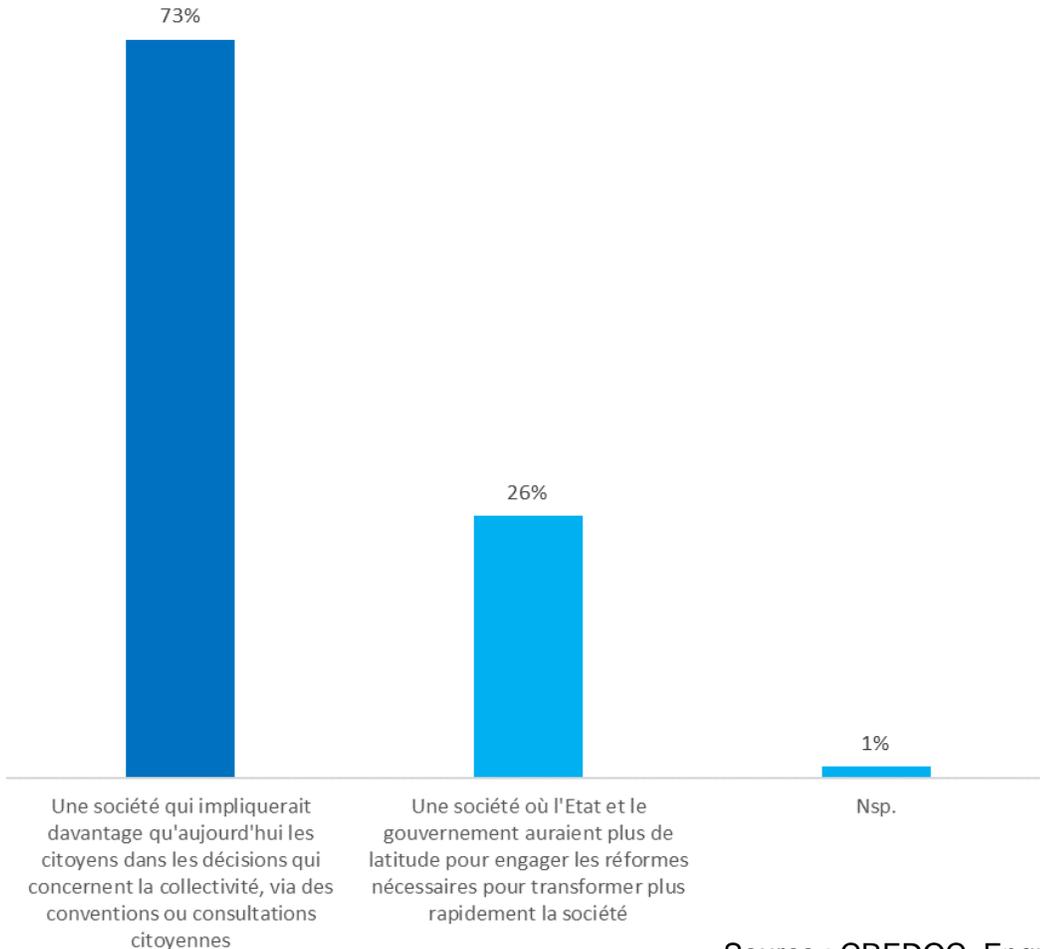
Un niveau d'envie de changements radicaux plus bas qu'entre 2013 et 2017 mais nettement plus élevé qu'entre 1979 et les début des années 2010.

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.

* Variable synthétique de deux variables distinctes: 1) Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément (oui/non/nsp), 2) Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux (réformes progressives/changements radicaux/nsp)

73% souhaitent que les citoyens soient davantage impliqués dans les décisions qui concernent la collectivité

Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants? Vous préféreriez...



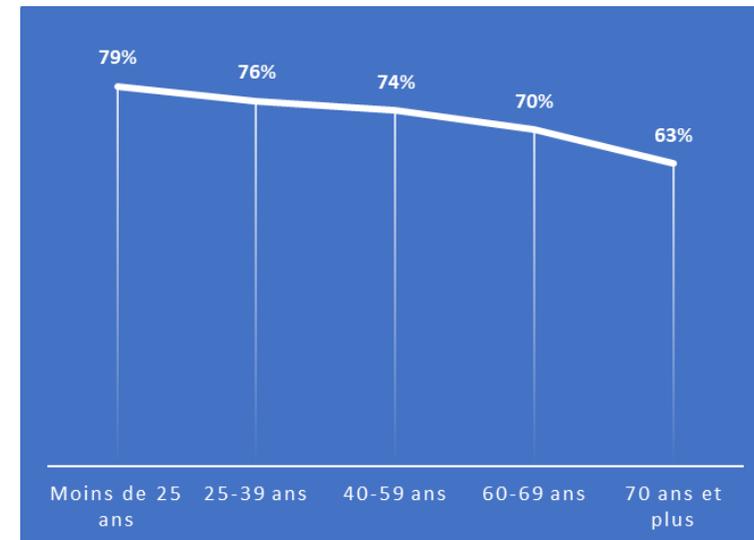
Les catégories intermédiaires soutiennent davantage l'idée de participation citoyenne

- Professions intermédiaires (81%)
- Titulaires du bac (80%)
- Employés (78%)
- Classes moyennes inférieures (78%)

Mais aussi...

- Les étudiants (80%)
- Les personnes qui estiment que le nucléaire représente plutôt des inconvénients (81%)

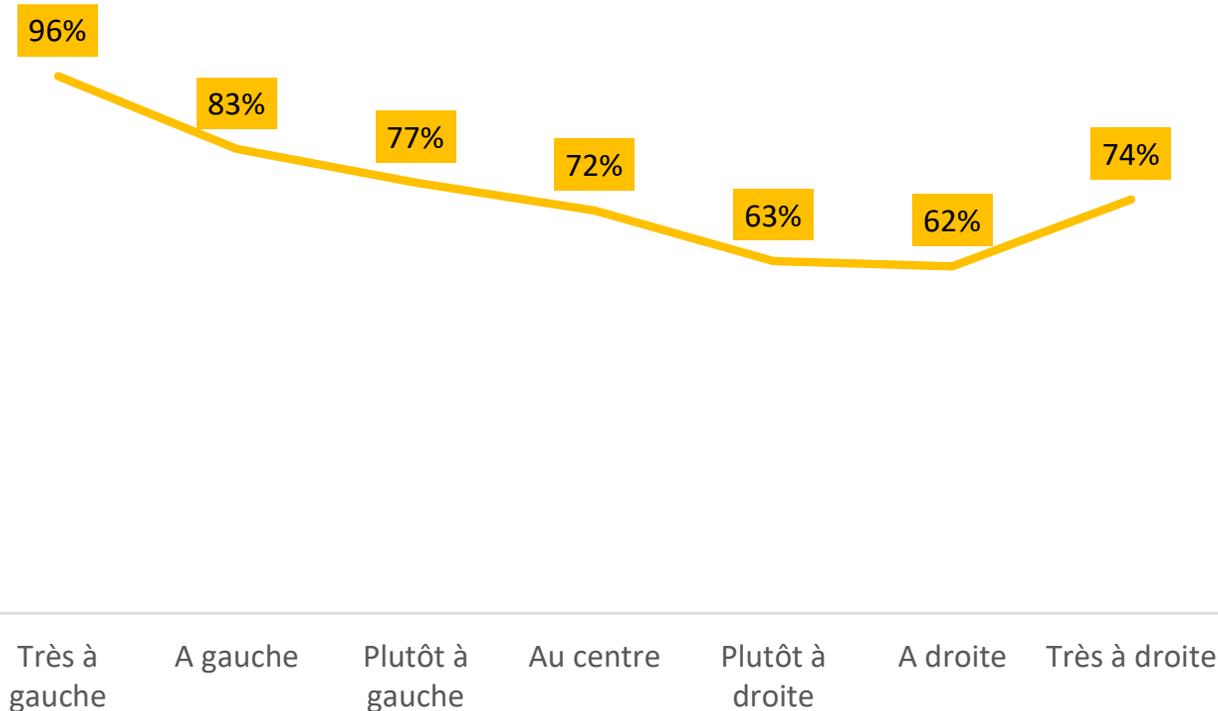
Le soutien à la participation citoyenne diminue avec l'âge...



Les personnes à gauche de l'échiquier politique sont plus favorables au développement de la participation citoyenne

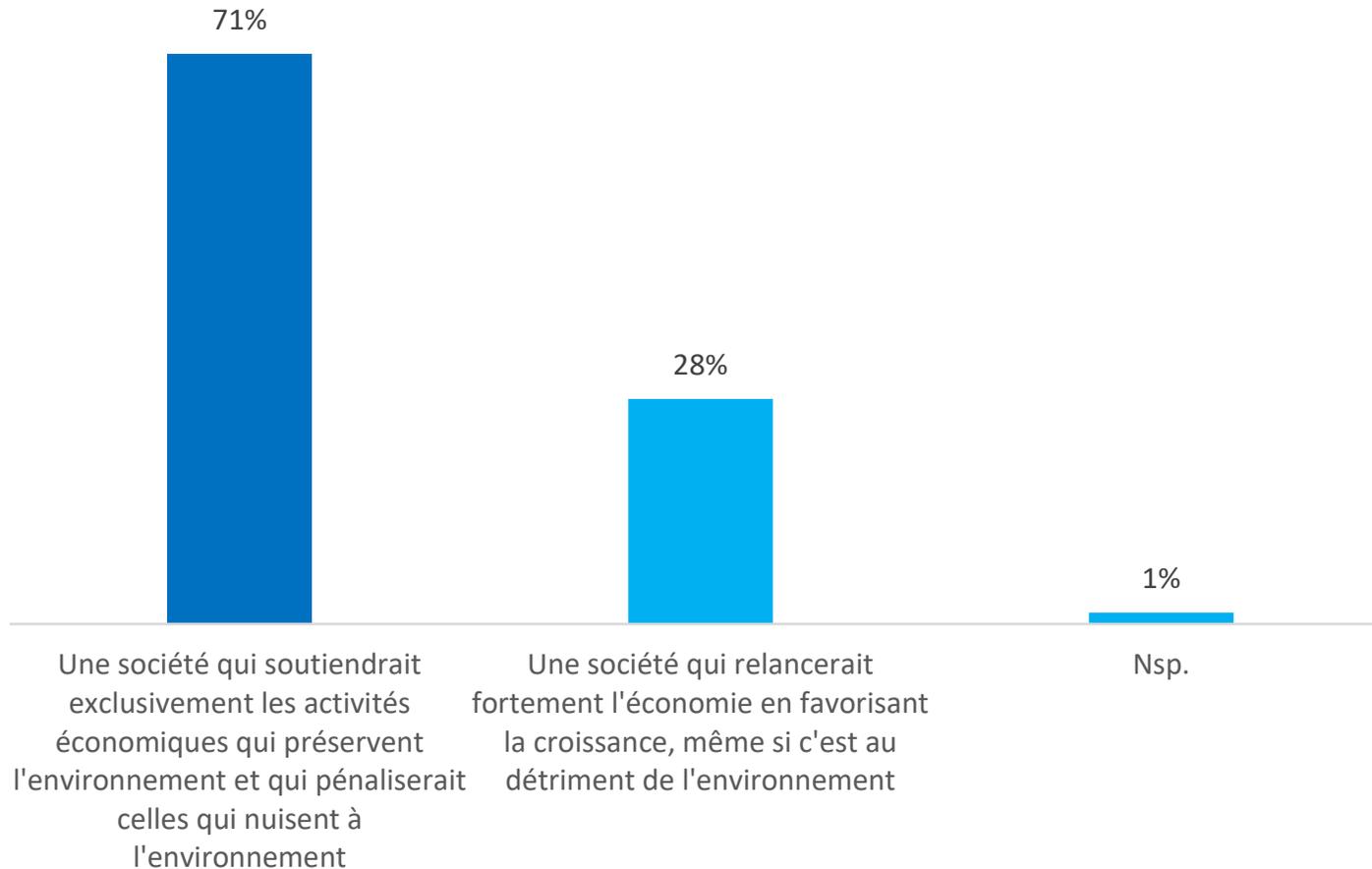
Proportion de personnes qui préfèrent une société qui impliquerait davantage qu'aujourd'hui les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité...
Selon l'auto-positionnement sur l'échelle politique

Il va de même pour les personnes qui pensent que la société a besoin de plus de liberté pour mieux fonctionner: 85% contre 64% de ceux qui estiment que la société a besoin de plus d'ordre.



71% sont favorables à une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement

Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants? Vous préféreriez...



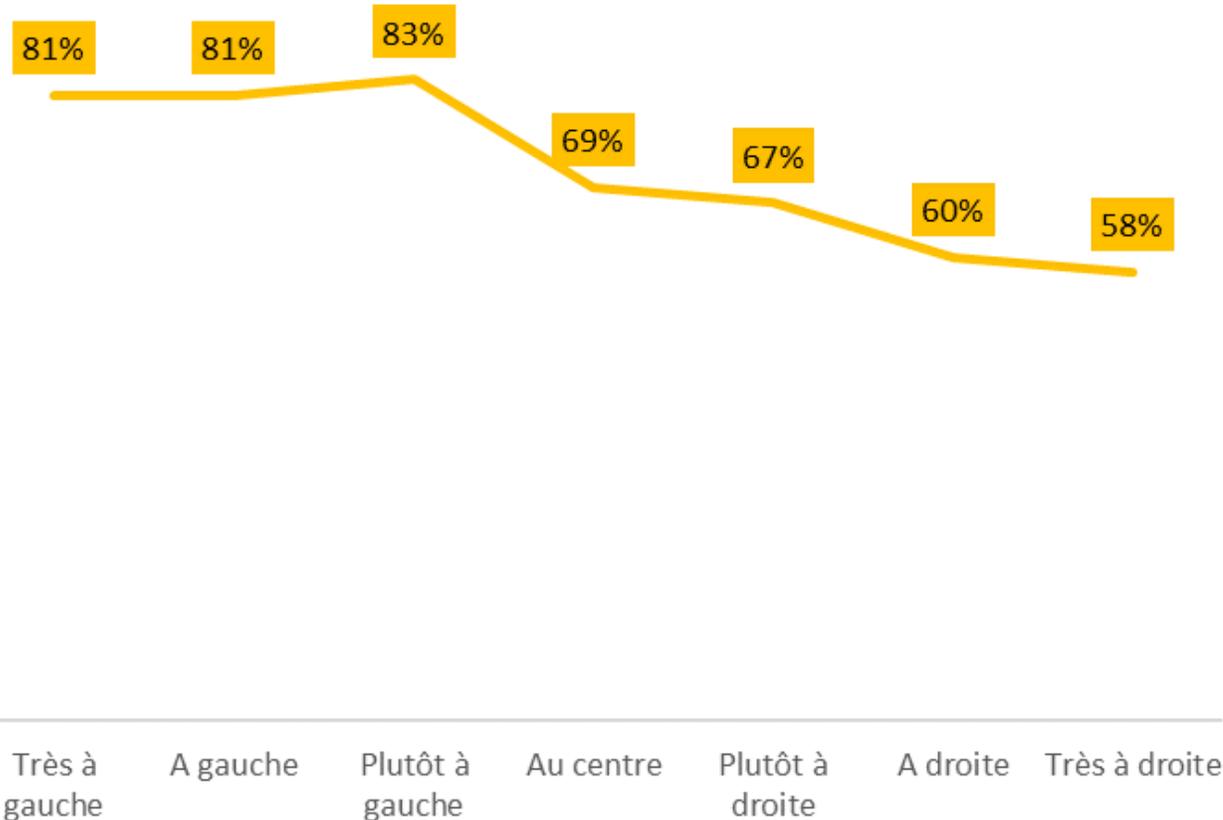
L'opinion à l'égard de l'environnement est le critère qui influe le plus sur la probabilité d'être favorable à une telle évolution :

- Estime que l'Etat devrait mobiliser autant de moyens pour lutter contre le réchauffement climatique que pour la pandémie (85%)
- L'Etat devrait en priorité prendre des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique (82%)
- Très sensible à l'environnement (81%)
- Favorable à une taxe environnementale (80%)
- Favorable à la taxe carbone (78%)
- Inquiet du réchauffement climatique (78%)

Les différences socio-démographiques sont marginales.

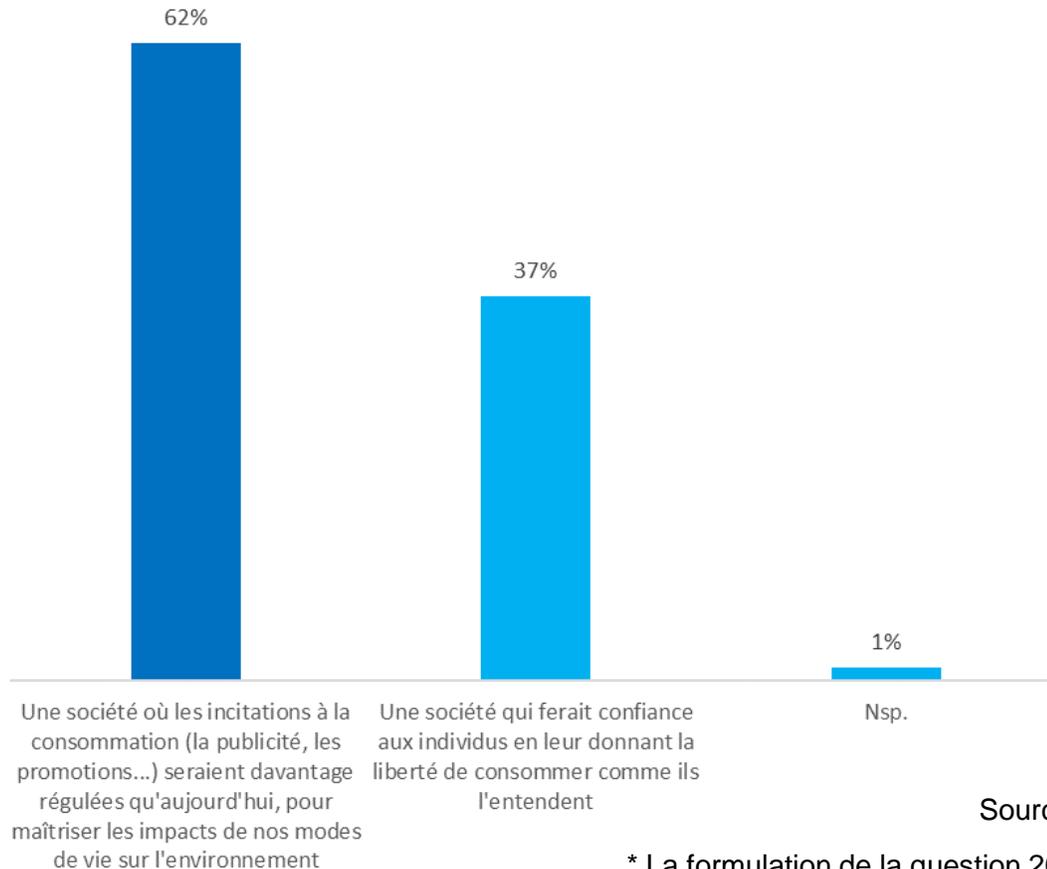
Les personnes à gauche de l'échiquier politique sont davantage favorables à un modèle de société où seules les activités qui préservent l'environnement seraient soutenues

Proportion de personnes qui préfèrent une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et qui pénaliserait celles qui nuisent à l'environnement... Selon l'auto-positionnement sur l'échelle politique



62% des Français sont favorables à un encadrement plus strict des incitations à la consommation

Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants? Vous préféreriez...



Là encore, la sensibilité environnementale est le critère qui a le plus d'impact sur la probabilité d'être favorable à l'encadrement des incitations à la consommation :

- Estime que l'Etat devrait mobiliser autant de moyens pour lutter contre le réchauffement climatique que pour la pandémie (74%)
- L'Etat devrait en priorité prendre des mesures pour lutter contre le réchauffement climatique (72%)
- Très sensible à l'environnement (72%)
- Favorable à une taxe environnementale (72%)
- Favorable à la taxe carbone (71%)
- Inquiet du réchauffement climatique (67%)

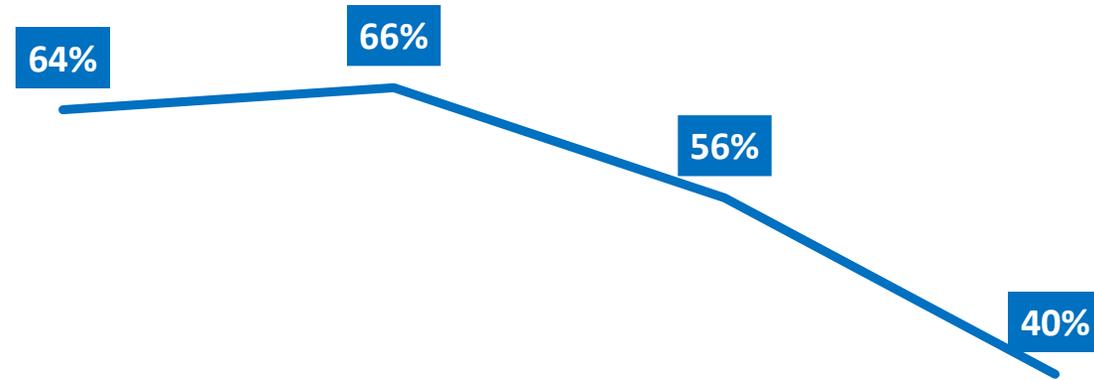
Les différences socio-démographiques sont marginales et les positions sont également plus rapprochées selon les opinions politiques.

Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2023

* La formulation de la question 2022 était: Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour « le monde d'après », pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante où se situe votre préférence

Positions 1 (à gauche) à 7 (à droite)

Les personnes estimant que la société a besoin de plus d'ordre (vs plus de liberté) préconisent davantage une régulation des incitations à la consommation



Proportion de personnes favorable à une plus forte régulation des incitations à la consommation
Selon l'opinion selon laquelle la société aurait besoin de plus d'ordre ou de plus de liberté pour mieux fonctionner

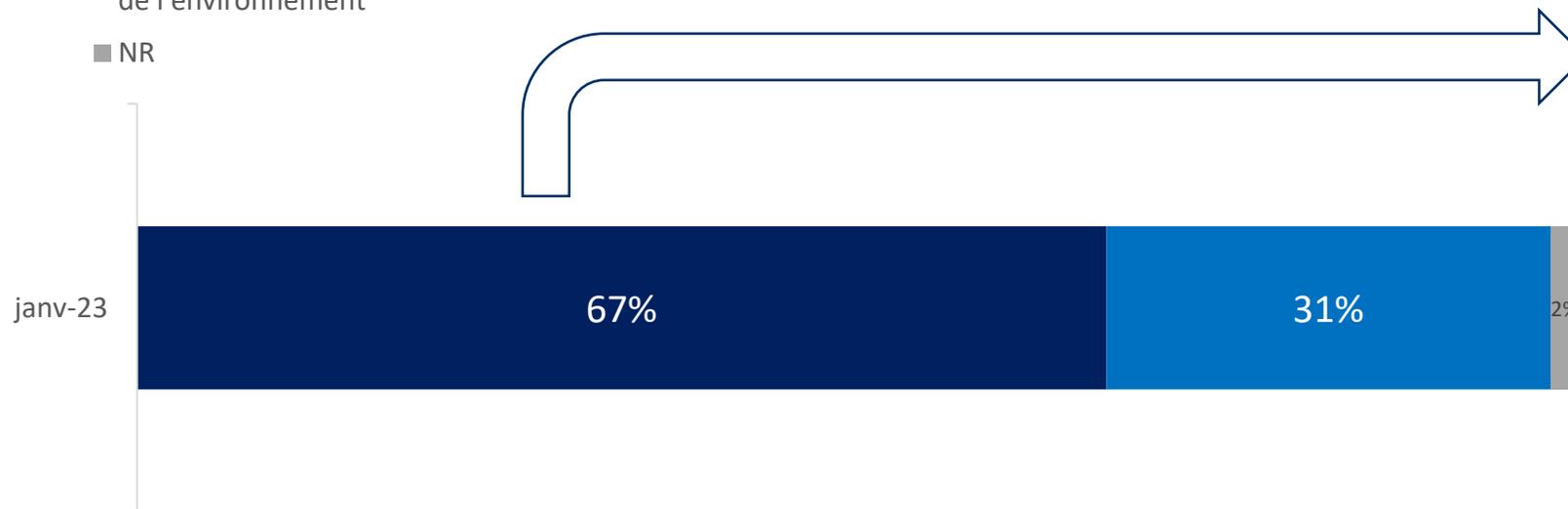
Beaucoup plus d'ordre Plus d'ordre Plus de libertés Beaucoup plus de libertés

Deux-tiers des Français souhaitent que dans le domaine de la consommation, les comportements nocifs pour l'environnement soient limités

Selon vous, la priorité c'est...

- Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela restreint certains choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques)
- Que les choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques...) soient préservés, même si c'est aux dépens de la préservation de l'environnement

■ NR

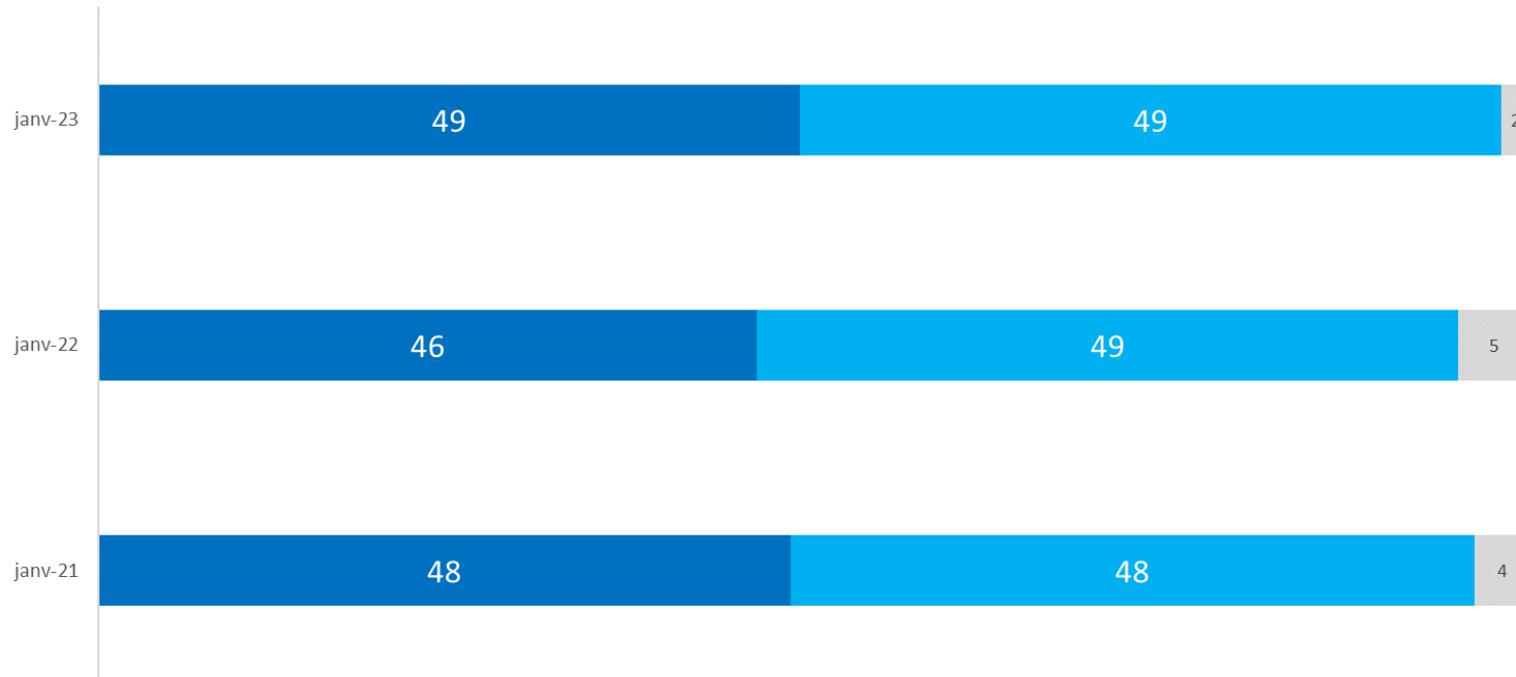


Politiquement plutôt à gauche	75%
Pense qu'il faut taxer davantage les hauts revenus pour plus de justice sociale	73%
Cadres	73%
Diplômés du supérieur	72%
Etudiants	72%
Hauts revenus	71%
En faveur d'une taxe environnementale	83%
En faveur de la taxe carbone	82%
Faut que chacun prenne ses responsabilités pour lutter contre le réchauffement climatique	71%
Etat devrait mettre en place des mesures réglementaires pour mieux lutter contre le réchauffement climatique	74%

La référence à la notion de liberté individuelle, dans l'intitulé d'une question similaire, modifie significativement le résultat obtenu

Selon vous, la priorité c'est...

- Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela limite les libertés individuelles (comme la liberté de choisir les produits que l'on consomme, etc.)
- Que les libertés individuelles soient préservées (liberté de circuler, de choisir les produits que l'on consomme, etc.), même si c'est au dépens des enjeux collectifs liés à l'environnement
- Nsp.



Un « split » d'échantillon a été décidé pour mesurer les conséquences d'un changement de formulation de la question sur les règles collectives / les libertés individuelles.

La notion de « liberté individuelle » apparaît comme particulièrement sensible pour les répondants, qui ne sont « que » 49% à se montrer favorable à des règles collectives qui protégeraient l'environnement mais limiteraient les libertés individuelles.

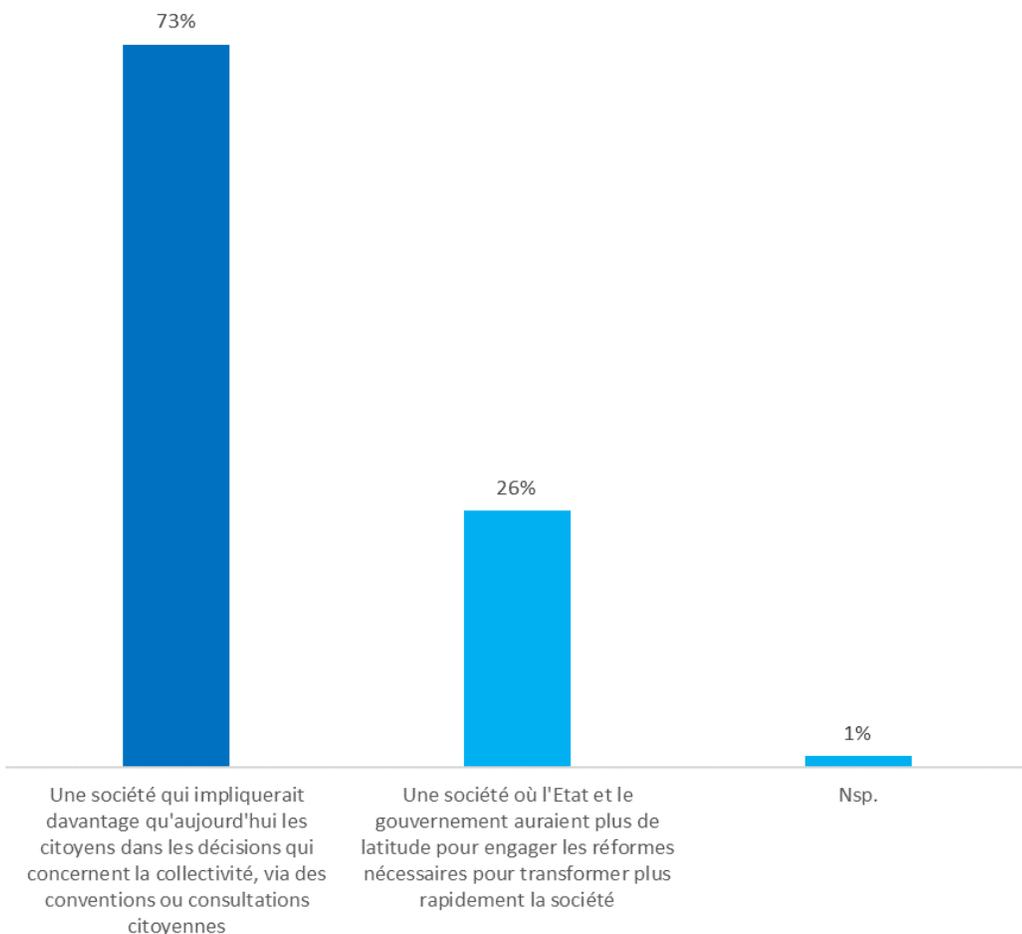
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations.

Annexes

Résultats 2022

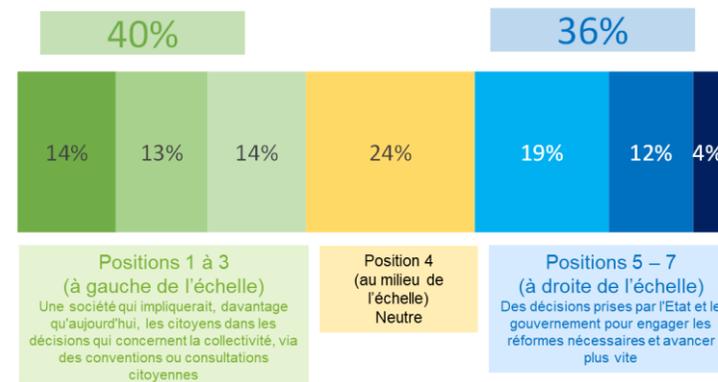


Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants? Vous préféreriez...



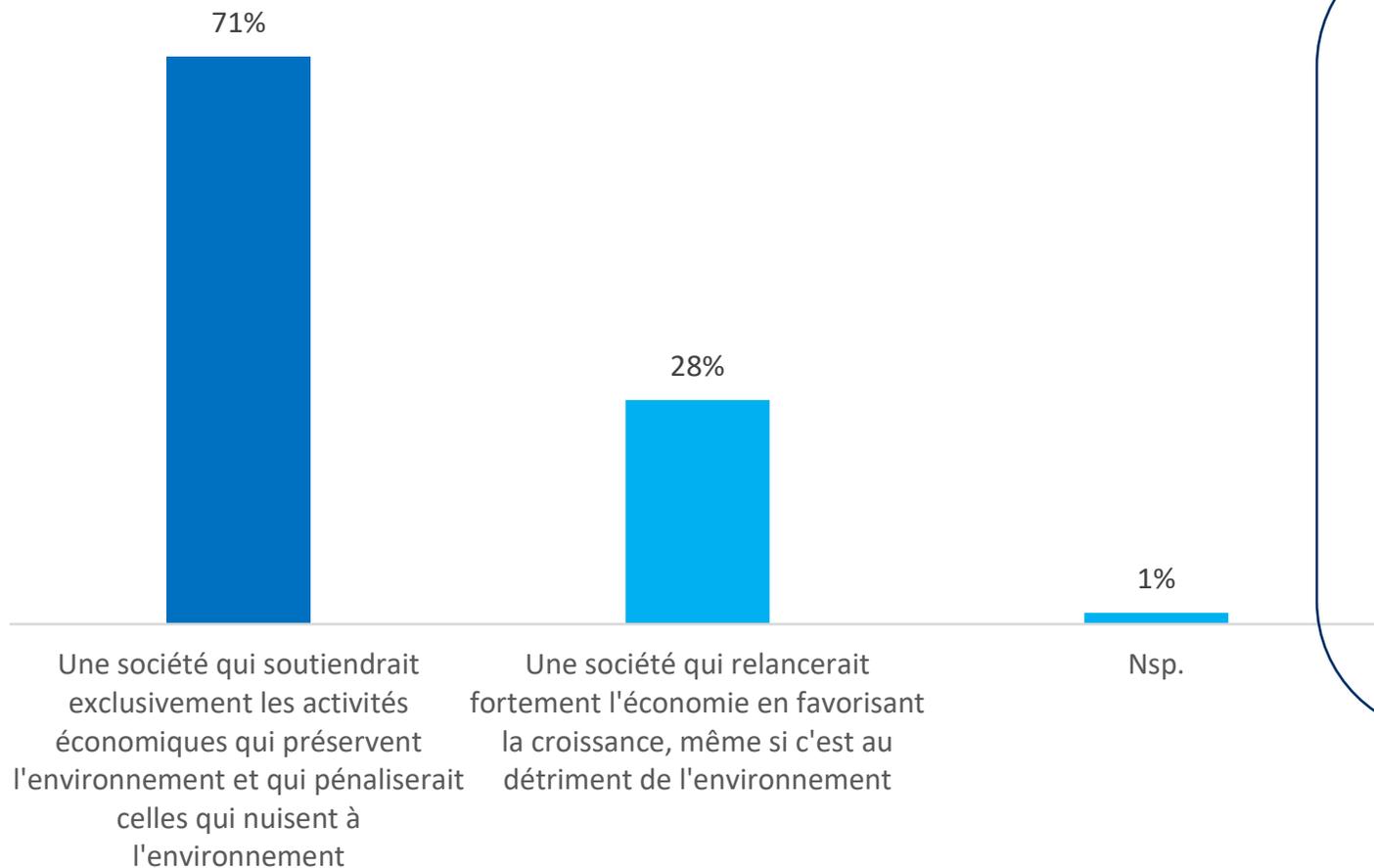
Résultats 2022:

Une question dont la formulation et l'échelle de réponse étaient différentes, avec des libellés proches, a donné les résultats suivants: 40% étaient favorables à une société qui impliquerait davantage les citoyens dans les décisions concernant la collectivité, alors que 36% souhaitaient que l'Etat et le gouvernement engage les réformes nécessaires au plus vite.



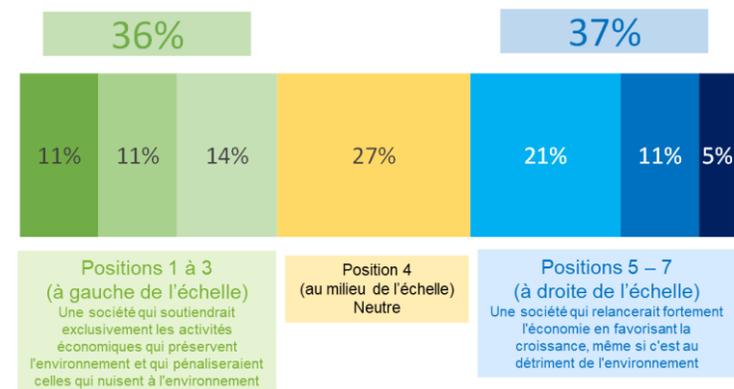
Comparaison avec des questions similaires posées en 2022

Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants? Vous préféreriez...



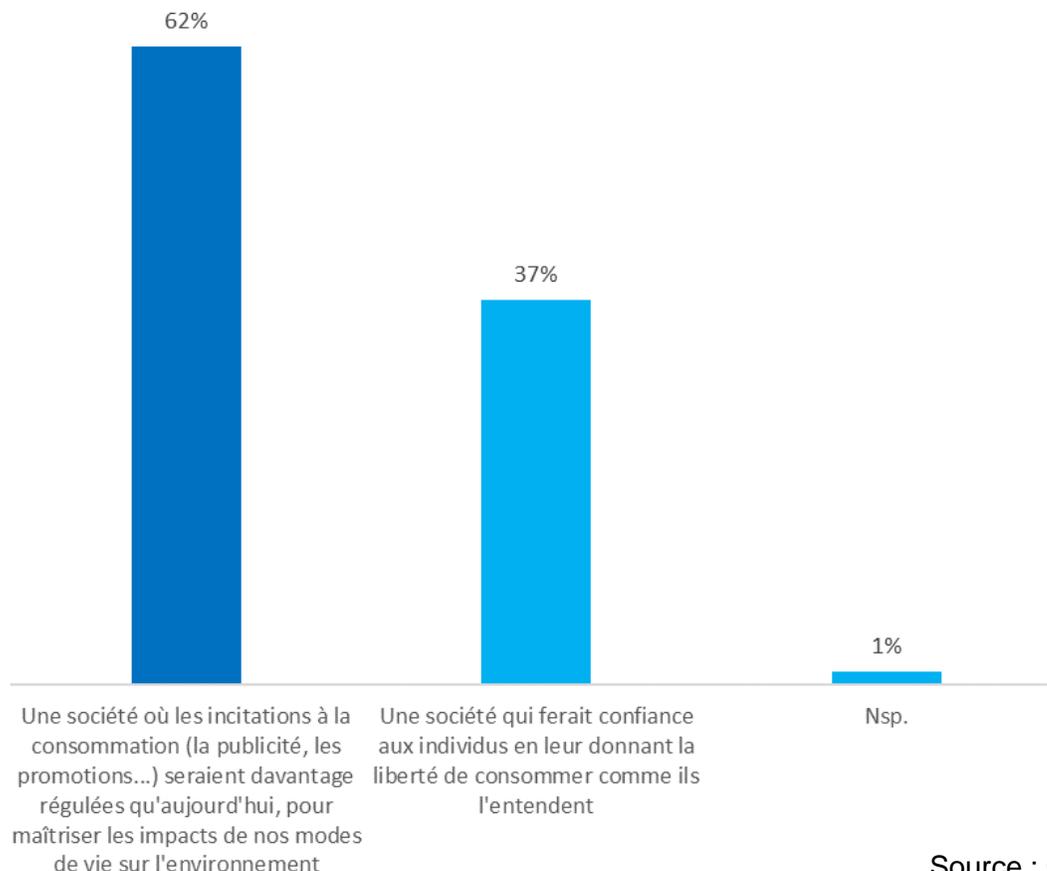
Résultats 2022:

Une question dont la formulation et l'échelle de réponse étaient différentes, mais les libellés similaires, a donné les résultats suivants: 36% étaient favorables à l'avènement d'une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques vertes alors que 37% soutenaient plutôt une société qui relancerait l'économie même si c'est au détriment de l'environnement.



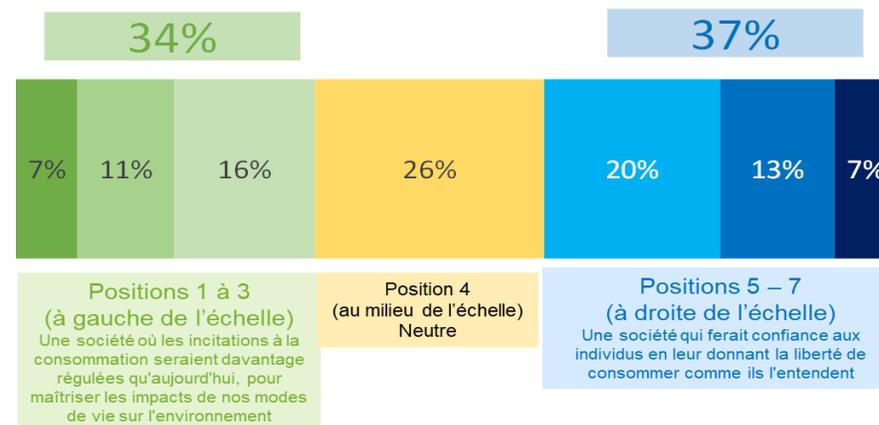
Comparaison avec des questions similaires posées en 2022

Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants?
Vous préféreriez...



Résultats 2022:

Une question dont la formulation* et l'échelle de réponse étaient différentes, mais les libellés similaires, a donné les résultats suivants: 34% étaient favorables à une plus forte régulation de la consommation alors que 37% préconisaient une plus grande confiance accordée aux individus en matière de consommation responsable.



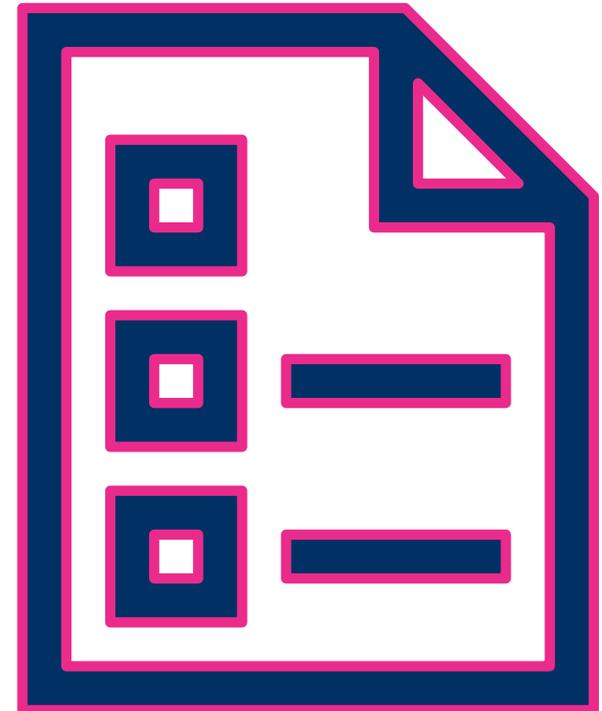
Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2023

* La formulation de la question 2022 était: Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont pu saisir l'opportunité de la crise pour transformer profondément notre société actuelle. A propos de différentes pistes qui ont été évoquées pour « le monde d'après », pouvez-vous indiquer à l'aide de l'échelle suivante où se situe votre préférence

Positions 1 (à gauche) à 7 (à droite)

Annexes

Questionnaire





PROPOSITION DE QUESTIONS A INSERER DANS L'ENQUETE CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS VAGUE D'HIVER 2022/2023

[A tous]	* ADEME *	TAXCARBO
Trend		
D1	Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?	
	• Oui	1
	• Non	2
	• Ne sait pas	3

[A tous]	* ADEME *	WHYCARBO
Trend		
D2	<SI TAXCARBO = 1 > Idéalement, vous préférez que ... :	
	< SI TAXCARBO = 2> Vous seriez prêt à modifier votre position si ... :	
	. Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement redistribuées aux Français des catégories modestes et moyennes, à l'exception des catégories supérieures (sous forme de crédit ou de baisse d'impôt)	1
	. Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement utilisées pour financer des mesures en faveur de la transition énergétique (aides à la rénovation des logements, au changement de véhicule, aides aux entreprises pour faciliter la diffusion des technologies moins consommatrices d'énergie, etc.)	2
	. Les recettes de cette taxe [soient/sont ensuite] intégralement affectées au budget général de l'Etat, afin de réduire les déficits publics ou de contribuer aux autres dépenses	3
	. Les nouvelles taxes [soient/sont ensuite] compensées par la baisse d'autres impôts payés par les Français (TVA, impôt sur le revenu, redevance TV etc.).....	4
	. < Si TAXCARBO = 2>Non, vous n'êtes pas prêt à modifier votre position quoi qu'il arrive	5
	. Ne sait pas	6

[A tous]	* ADEME *	LUTTCCLIM
Trend		
D3	Les pays du monde entier ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ?	
	Tout à fait	1
	Plutôt	2
	Plutôt pas	3
	Pas du tout	4
	Ne sait pas	5

[A tous] * ADEME * ECOPUNI – ECOPUNI2

Trend

D4 (Split échantillon – 50% de l'échantillon) Selon vous, la priorité, c'est... ?

- . Que des règles collectives limitent les comportements qui sont nocifs pour l'environnement, même si cela restreint les libertés individuelles (comme la liberté de circuler, la liberté de choisir les produits que l'on consomme, etc.) 1
- . Que les libertés individuelles soient préservées (liberté de circuler, de choisir les produits que l'on consomme, etc.), même si c'est aux dépens des enjeux collectifs liés à l'environnement 2
- . Ne sait pas

(Split échantillon) Selon vous, la priorité, c'est... ?

- . Que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela restreint certains choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques...) 1
- . Que les choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques...) soient préservés, même si c'est aux dépens de la préservation de l'environnement 2
- . Ne sait pas

[A tous] * ADEME * OPIFISC

Trend

D5 Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

(Une seule réponse)

- Il faudrait que tout le monde sans exception paie l'impôt sur le revenu, même très peu 1
- Il faudrait taxer davantage les hauts revenus 2
- Il faudrait supprimer les niches fiscales, c'est-à-dire les avantages fiscaux liés à certaines dépenses ou investissements 3
- Il faudrait moins d'impôts et de taxes en général 4
- Ne sait pas 5

[A tous] * ADEME * WINFISC

Trend

D6 Avez-vous l'impression qu'entre ce que vous versez aux administrations publiques (impôts, taxes, cotisations, etc.) et ce dont vous bénéficiez en retour (allocations, école, santé, chômage, retraite, etc.), vous êtes plutôt gagnant ou plutôt perdant ?

(Une seule réponse)

- . Plutôt gagnant 1
- . Plutôt perdant 2
- . Ne sait pas 3

[A tous] * ADEME * WHYIMPO1 – WHYIMPO2

Trend

D7 Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêts à payer plus d'impôts – deux réponses possibles

(Deux réponses possibles - Rotation des items (sauf les 2 derniers))

- | | Choix 1 | Choix 2 |
|--|---------|---------|
| • La santé 1 | 1 | 1 |
| • L'éducation, la recherche, la formation 2 | 2 | 2 |
| • L'environnement, l'écologie 3 | 3 | 3 |
| • La vieillesse, les retraites 4 | 4 | 4 |
| • Le social, la protection des plus fragiles 5 | 5 | 5 |
| • Les transports 6 | 6 | 6 |
| • Le logement 7 | 7 | 7 |
| • Les entreprises 8 | 8 | 8 |
| • Autres 9 | 9 | 9 |
| • Ne souhaite pas payer plus d'impôts, quelles qu'en soient les raisons 10 | | |

- 2 -

[A tous] * ADEME * MONDAPR1 – MONDAPR7

NEW

D8 Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants ? Vous préféreriez...
(Une réponse par ligne, rotation aléatoire des items)

Choix 1		Choix 2
Une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et qui pénaliseraient celles qui nuisent à l'environnement	ou	Une société qui relancerait fortement l'économie en favorisant la croissance, même si c'est au détriment de l'environnement
Une société qui impliquerait davantage qu'aujourd'hui les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité, via des conventions ou consultations citoyennes	ou	Une société où l'Etat et le gouvernement auraient plus de latitude pour engager les réformes nécessaires pour transformer plus rapidement la société
Une société où les incitations à la consommation (la publicité, les promotions...) seraient davantage régulées qu'aujourd'hui, pour maîtriser les impacts de nos modes de vie sur l'environnement	ou	Une société qui ferait confiance aux individus en leur donnant la liberté de consommer comme ils l'entendent

[A tous] * ADEME * SOLUCLIM

NEW

D9 Différentes pistes existent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Parmi les affirmations suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?

- Il faudrait que chacun (citoyens, entreprises, collectivités) se responsabilise et modifie ses pratiques
- L'Etat devrait mettre en place des incitations par les prix plus fortes (taxation des produits et services les plus polluants, subventions pour l'isolation de son logement, etc.)
- L'Etat devrait mettre en place des mesures réglementaires plus fortes, comme l'obligation d'isoler son logement, l'interdiction de circuler pour les véhicules les plus polluants, etc.
- Les mesures devraient être décidées à l'issue d'un grand débat national associant l'Etat, les collectivités, les entreprises et la société civile

- 3 -